



Président : M. Imre HOLLAI (Hongrie).

En l'absence du Président, M. Abulhasam (Koweït), vice-président, prend la présidence.

POINT 33 DE L'ORDRE DU JOUR

Politique d'*apartheid* du Gouvernement sud-africain (suite*) :

- a) Rapport du Comité spécial contre l'*apartheid*;
- b) Rapport du Comité spécial pour l'élaboration d'une convention internationale contre l'*apartheid* dans les sports;
- c) Rapports du Secrétaire général

1. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'anglais*) : Je rappelle aux représentants que le débat sur cette question s'est terminé à la 68^e séance de l'Assemblée générale, le 15 novembre. Ce matin, nous allons voter sur les projets de résolution et je vais donner la parole aux représentants qui souhaitent les présenter.

2. M. TREIKI (Jamahiriya arabe libyenne) [*interprétation de l'anglais*] : En l'absence de M. Maitama-Sule, président du Comité spécial contre l'*apartheid*, j'ai le grand honneur, au nom de leurs auteurs, de présenter les projets de résolution A/37/L.17 à L.22. Puisqu'ils ont été distribués aux délégations il y a déjà plusieurs semaines, ils n'exigent pas de longues explications. Ces textes, qui sont le résultat de longues consultations, se fondent sur le rapport et les recommandations du Comité spécial contre l'*apartheid* [A/37/22 et Corr.1] et visent à répondre à la grave situation qui sévit dans l'ensemble de l'Afrique du Sud depuis l'escalade de la répression et de l'agression dont est responsable le régime d'*apartheid* de Pretoria.

3. Les auteurs, cette année, se sont efforcés de réduire le nombre de projets de résolution tout en mettant l'accent sur la nécessité d'adopter des mesures efficaces pour appuyer la lutte légitime que mène le peuple opprimé d'Afrique du Sud, sous la direction de son mouvement de libération nationale, pour édifier une société démocratique où toute la population du pays pourra jouir des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

4. L'Assemblée générale a déjà dû adopter d'urgence deux résolutions : l'une relative aux mesures à prendre pour sauver la vie des combattants de la liberté condamnés à mort en Afrique du Sud [résolution 37/1], l'autre, relative au crédit de 1 milliard de dollars de droits de tirage spéciaux demandé par l'Afrique du Sud au FMI [résolution 37/2]. Ces résolutions soulignent la gravité de la situation et la conviction quasi unanime

de l'Assemblée générale qu'aucune assistance ne doit être fournie au régime d'*apartheid*.

5. L'Assemblée générale a décidé de proclamer l'année 1982 "Année internationale de mobilisation pour des sanctions contre l'Afrique du Sud" [résolution 36/172 B]. Nous prenons note des activités envisagées par le Comité spécial, des Etats Membres et des organisations dans le cadre de cette Année. Mais beaucoup plus encore doit être fait d'urgence si l'on veut éviter le danger d'un conflit plus vaste en Afrique australe et parvenir à une solution juste et durable. Les projets de résolutions proposent donc que les gouvernements et les organisations soient priés de poursuivre leurs activités pour mettre en œuvre le programme de l'Année internationale. Ils demandent qu'une plus grande assistance soit fournie au peuple opprimé d'Afrique du Sud, à son mouvement de libération nationale et aux Etats de première ligne. Ils demandent une intensification de la campagne pour la libération de Nelson Mandela et de tous les autres prisonniers politiques sud-africains. Ils demandent aux écrivains, artistes, sportifs et autres personnalités de participer activement à la campagne internationale contre l'*apartheid*, en coopération avec les Nations Unies. Ils entérinent le programme de travail du Comité spécial contre l'*apartheid*, qui a fait preuve d'un dévouement louable dans l'accomplissement de son mandat.

6. Avant de terminer, j'attire l'attention de l'Assemblée générale, au nom du Groupe des Etats d'Afrique, sur l'agression commise la nuit dernière par le régime sud-africain contre le Lesotho. En tant qu'Africains, nous exprimons notre plein appui au Lesotho et notre condamnation de l'agression barbare lancée contre un Etat Membre de cette assemblée et Etat membre de l'Organisation de l'unité africaine.

7. Enfin, au nom de leurs auteurs, j'exprime l'espoir que les projets de résolution bénéficieront d'une majorité écrasante sinon d'un appui unanime, et que tous les Etats Membres coopéreront dans la mise en œuvre de leurs dispositions.

8. M. MAYCOCK (Barbade) [*interprétation de l'anglais*] : Au nom de ses auteurs, j'ai l'honneur de présenter le projet de résolution A/37/L.23.

9. Comme il est dit dans le rapport du Comité spécial pour l'élaboration d'une convention internationale contre l'*apartheid* dans les sports [A/37/36], les membres du Comité ont poursuivi leurs consultations sur certaines solutions possibles pour mettre au point l'article 10 du projet de Convention, qui est le seul qui demeure en suspens. Les membres du Comité spécial sont convaincus que, grâce à ces nouvelles consultations, il sera possible de parvenir à une conclusion satisfaisante. C'est pourquoi le Comité spécial a recommandé que son mandat soit reconduit. Cette

* Reprise des débats de la 93^e séance.

demande fait l'objet du paragraphe 1 du dispositif du projet de résolution. Au paragraphe 2 du dispositif du projet de résolution, l'Assemblée générale autoriserait le Comité spécial à poursuivre, si besoin était, ses consultations avec des représentants des gouvernements et des organisations concernés et avec des experts en matière d'*apartheid* dans les sports.

10. C'est pour moi un grand plaisir, au nom de ses auteurs, de recommander que le projet de résolution A/37/L.23 soit examiné favorablement par l'Assemblée générale.

11. M. HELGASON (Islande) [*interprétation de l'anglais*] : A nom des auteurs, j'ai l'honneur de présenter le projet de résolution sur le Fonds d'affectation spécial des Nations Unies pour l'Afrique du Sud, qui fait l'objet du document A/37/L.27.

12. Le principal objectif du Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'Afrique du Sud, que l'Assemblée générale a créé en 1965 [*résolution 2054 B (XX)*], est d'alléger les souffrances causées par la politique d'*apartheid* du Gouvernement sud-africain et de venir en aide aux victimes de l'*apartheid*. Comme le dit le Secrétaire général dans son rapport sur le Fonds [A/37/484], il fournit des subventions à des organisations bénévoles, aux gouvernements des pays hôtes des réfugiés d'Afrique du Sud et à d'autres instances aux fins suivantes : premièrement, accroître l'assistance judiciaire aux personnes qui sont persécutées en vertu de lois discriminatoires et répressives en Afrique du Sud; deuxièmement, secourir ces personnes ainsi que leurs familles; troisièmement, subventionner l'éducation de ces personnes et de leurs familles; quatrièmement, secourir les réfugiés venus d'Afrique du Sud; et, cinquièmement, fournir des secours et une assistance aux personnes persécutées en vertu de lois discriminatoires et répressives en Namibie.

13. La lutte contre l'*apartheid* est l'une des rares questions sur lesquelles la communauté internationale est unie. A mesure que la situation des adversaires de l'*apartheid* devient de plus en plus difficile, la communauté internationale, heureusement, sait réagir positivement au besoin croissant d'une assistance au Fonds d'affectation spéciale. Mais on a besoin de contributions plus importantes et nous espérons que l'appel à des contributions encore plus généreuses, contenu dans le projet de résolution, sera de nouveau accueilli favorablement. En outre, nous espérons que l'Assemblée générale, une fois de plus cette année, manifestera sa solidarité avec les victimes de l'*apartheid* en adoptant ce projet de résolution à l'unanimité.

14. M. ABADA (Algérie) : Au nom de ses auteurs, j'ai l'honneur de présenter le projet de résolution A/37/L.28.

15. Cette initiative s'inscrit dans le cadre de l'action globale de la communauté internationale, qui tend à imposer des sanctions globales contre le régime d'*apartheid* et répliquer collectivement à sa politique de défi systématique. L'action proposée par ce projet de résolution vise essentiellement à déterminer les voies et moyens nécessaires au renforcement de l'embargo sur le pétrole à l'encontre du régime d'*apartheid*. Les auteurs de ce texte sont convaincus que cette mesure contribuera à enrayer la machine de guerre de ce régime et à affaiblir son arsenal répressif.

16. Le projet de résolution qui est ainsi présenté à l'Assemblée générale, tout en renouvelant dans son préambule ses demandes au Conseil de sécurité pour qu'il impose un embargo obligatoire sur les livraisons de pétrole à l'Afrique du Sud, conformément au Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, souligne la nécessité d'assurer une application effective des embargos sur le pétrole et les produits pétroliers déjà décidés par la plupart des pays exportateurs de pétrole contre le régime d'*apartheid*.

17. A cet effet, le projet de résolution propose donc dans son dispositif des actions devant mener à rendre ces embargos plus efficaces. Tout d'abord, au paragraphe 1 du dispositif le Comité spécial contre l'*apartheid* est autorisé à constituer un groupe d'experts désignés par des gouvernements, qui sera chargé de préparer une étude sur tous les aspects relatifs à l'approvisionnement de l'Afrique du Sud en pétrole et en produits pétroliers. Cette étude servira de base aux pays producteurs et exportateurs de pétrole pour prendre les mesures d'ordre national ou international en vue d'assurer le maximum d'efficacité à l'embargo qu'ils ont décrété à l'encontre du régime d'*apartheid*.

18. Ensuite, au paragraphe 2 du dispositif, il est demandé au Secrétaire général d'organiser, en consultation avec le Comité spécial, des réunions des représentants permanents auprès de l'Organisation des Nations Unies des pays producteurs et exportateurs de pétrole, réunions destinées, entre autres, à décider des mesures à prendre en vue d'organiser une conférence internationale à ce sujet et d'examiner, sur la base du rapport du groupe d'experts, la question des participants à cette conférence.

19. Enfin, ce projet de résolution invite et autorise le Secrétaire général à organiser cette conférence internationale, qui aura pour objectif d'examiner les arrangements d'ordre national et international en vue d'assurer une application effective des embargos pétroliers contre l'Afrique du Sud.

20. C'est là l'action proposée par ce projet de résolution. Les auteurs sont convaincus qu'en l'adoptant unanimement la communauté internationale aura démontré une fois de plus sa détermination de lutter par tous les moyens pour l'éradication totale de ce fléau qu'est l'*apartheid*. L'adoption du projet de résolution sera surtout une œuvre de foi, une œuvre d'engagement pour la cause de la liberté, de la paix et de la justice.

21. M. THUNBORG (Suède) [*interprétation de l'anglais*] : Au nom des auteurs, ma délégation a l'honneur de présenter le projet de résolution A/37/L.26.

22. A une majorité croissante, l'Assemblée générale a adopté depuis 1976 des résolutions invitant le Conseil de sécurité à envisager des mesures destinées à mettre un terme à de nouveaux investissements étrangers en Afrique du Sud, en tant que sanction économique visant à faire pression sur le Gouvernement sud-africain pour qu'il démantèle son système d'*apartheid*. Au cours de cette Année internationale de mobilisation pour des sanctions contre l'Afrique du Sud, le besoin de nouvelles mesures destinées à accélérer le changement en Afrique du Sud a été souligné à maintes reprises par l'Organisation des Nations Unies et dans d'autres organisations et mouvements partout dans

le monde. Nous notons à regret, cependant, que le Conseil de sécurité, tout en étant saisi de la question d'Afrique du Sud, n'a pu jusqu'à présent parvenir à un accord sur les mesures à prendre afin de mettre un terme aux investissements étrangers en Afrique du Sud et aux prêts financiers accordés à ce pays. Nous avons répété notre appel au Conseil de sécurité lorsque l'Assemblée générale a adopté la résolution 37/2 concernant la demande de crédit présentée au FMI par l'Afrique du Sud.

23. Depuis que l'Assemblée générale a adopté la résolution 36/172 O sur les investissements en Afrique du Sud, les motifs qui nous poussent à prendre des mesures dans cette voie demeurent toujours aussi pressants. Une diminution de l'afflux de capitaux réservés aux investissements en Afrique du Sud constituerait une pression effective sur le régime d'Afrique du Sud pour l'amener à changer sa politique raciale et agressive. Entre autres choses, il serait plus difficile à ce pays de faire face au coût de plus en plus élevé que représentent sa capacité nucléaire et militaire, ainsi que ses réserves en énergie, et qui lui permettent de résister à la pression intérieure et internationale. Les auteurs du projet de résolution estiment, par conséquent, qu'il faut de toute urgence renforcer les efforts tendant à arrêter le courant de ressources en Afrique du Sud à des fins d'investissements.

24. Certains pays peuvent trouver que la portée du projet de résolution est par trop limitée. Cependant, les autres ont, comme les années précédentes, formulé le dispositif de telle manière que le plus grand nombre possible de pays puissent voter en sa faveur. Une large adhésion à ce genre d'action ne manquerait pas d'être, pour l'Afrique du Sud, le signal évident que la communauté internationale dans son ensemble réagit énergiquement contre sa politique d'*apartheid* inhumaine et de plus en plus agressive.

25. Le projet de résolution que nous présentons maintenant doit être considéré comme un élément d'un effort international conjoint visant à mettre fin à la politique d'*apartheid*. C'est dans cet esprit que nous le recommandons à l'Assemblée générale pour adoption.

26. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'anglais*) : Je vais maintenant donner la parole aux représentants qui souhaitent expliquer leur vote avant le vote sur l'un quelconque ou chacun des projets de résolution dont l'Assemblée est saisie. Ils pourront de la même manière expliquer leur vote après le vote s'ils le désirent.

27. Je voudrais rappeler à cet égard que, conformément à l'article 88 du règlement intérieur de l'Assemblée générale, "le Président ne peut pas autoriser l'auteur d'une proposition ou d'un amendement à expliquer son vote sur sa proposition ou sur son amendement".

28. M. AL-ASFOOR (Oman) (*interprétation de l'arabe*) : La position de la délégation de l'Oman, qui s'est toujours prononcée pour la condamnation de la discrimination raciale et de la politique pratiquées par l'Afrique du Sud, est connue de tous.

29. Ma délégation votera pour les projets de résolution qui sont présentés à l'Assemblée générale aujourd'hui au titre du point 33 de l'ordre du jour, relatifs à la politique d'*apartheid* du Gouvernement sud-africain.

30. Cependant, nous remarquons que certains de ces projets de résolution condamnent des pays avec lesquels l'Oman entretient des relations diplomatiques et amicales. Ma délégation n'approuve pas, par principe, que les pays condamnés soient désignés nommément. Aussi, notre vote positif sur ces projets de résolution ne doit-il pas être interprété comme signifiant que nous approuvons les paragraphes dans lesquels sont condamnés et nommés certains Etats ou groupes d'Etats avec lesquels nous entretenons des relations amicales.

31. M. WOOLCOTT (Australie) (*interprétation de l'anglais*) : Comme nous l'avons souligné dans notre déclaration lors du débat à propos de ce point de l'ordre du jour [68^e séance], l'Australie, qui est résolument opposée à l'*apartheid*, est prête à appuyer les mesures prises sur le plan international pour faire pression sur le régime sud-africain et l'obliger à modifier sa politique.

32. Aussi, notre vote sur les projets de résolution dont nous sommes saisis devra-t-il être interprété comme un ferme engagement pour l'élimination totale de l'*apartheid* plutôt que comme une approbation de chacun des éléments de ces projets de résolution.

33. Nous regrettons que le langage employé dans certains projets de résolution — A/37/L.17 et L.19 en particulier — soit plus extrême que celui utilisé l'année dernière. Etant donné que la politique d'*apartheid* est condamnée de manière quasiment universelle, nous regrettons que les auteurs de ces textes ne se soient pas efforcés de favoriser le plus large appui possible en évitant de recourir à un langage extrême pouvant prêter à controverse.

34. Je voudrais, brièvement, revenir sur certaines des positions adoptées par l'Australie, lesquelles sont bien connues et ne sont pas affectées par les votes que nous allons émettre.

35. Premièrement, l'Australie ne peut pas admettre qu'on recoure à la force pour provoquer un changement politique en Afrique du Sud. Deuxièmement, nous sommes opposés à la pratique qui consiste à désigner certains pays et à les critiquer pour leur politique à l'égard de l'Afrique du Sud. Cette opposition s'étend d'ailleurs à d'autres domaines. Troisièmement, nous appuyons l'indépendance et l'intégrité des institutions financières internationales et nous jugeons parfaitement inapproprié que l'Assemblée générale cherche à compromettre cette indépendance. L'Australie adhère au principe d'universalité de ces institutions financières internationales et elle n'encouragera pas les tentatives faites pour y porter atteinte. Quatrièmement, enfin, je tiens à rappeler que l'Australie est résolument opposée à la politique odieuse d'*apartheid* et qu'elle est prête à appuyer des mesures propres à conduire l'Afrique du Sud à modifier sa politique.

36. M. LUCE (Etats-Unis d'Amérique) (*interprétation de l'anglais*) : Dans notre déclaration faite lors du débat sur ce point [66^e séance], nous avons réitéré notre position profonde et constante d'opposition à l'*apartheid*. Nous avons également expliqué pourquoi nous pensons que notre politique d'engagement constructif est davantage susceptible de favoriser des changements positifs en Afrique du Sud que la politique d'affrontement, de représailles et d'isolement de l'Afrique du Sud qui est la base philosophique des

projets de résolution dont nous sommes saisis. Ainsi, alors que notre objectif — l'élimination du racisme en Afrique du Sud — n'est pas fondamentalement différent de celui des projets de résolutions, les moyens qui nous paraissent les plus sûrs d'atteindre ces objectifs sont si différents de ceux envisagés par les projets de résolution proposés que nous serons obligés de voter contre, à l'exception toutefois du projet de résolution A/37/L.27.

37. En dehors de notre approche fondamentalement divergente, les projets de résolution contiennent certains éléments spécifiques que nous trouvons inacceptables. Je voudrais, pour l'instant, n'en citer que quelques-uns. D'abord, on loue l'African National Congress pour avoir renforcé la lutte armée contre le Gouvernement sud-africain. Qui plus est, nous ne trouvons nulle part dans les projets de résolution d'appel à la réconciliation, à la négociation, à la compréhension mutuelle ou autres encouragements de ce genre. Il est bien triste de devoir constater ici qu'on représente des résolutions qui invitent à la guerre et oublient la paix.

38. Comment pouvons-nous ignorer que le tout premier but de l'Organisation est, selon le début de l'Article 1 du Chapitre 1 de la Charte des Nations Unies, de :

“Maintenir la paix et la sécurité internationales et à cette fin : ... par des moyens pacifiques,” — je répète, par des moyens pacifiques — “conformément aux principes de la justice et du droit international, l'ajustement ou le règlement de différends ou de situations, de caractère international, susceptibles de mener à une rupture de la paix;”.

39. La “lutte armée” à laquelle ces projets de résolution encouragent n'est assurément pas, par définition, un moyen pacifique de régler ce que chacun d'entre nous reconnaît être une situation moralement et odieusement dangereuse. Ces projets de résolution vont par conséquent à l'encontre de la Charte des Nations Unies et du principe, qui en est à la base.

40. Au vingt et unième alinéa du préambule du projet de résolution A/37/L.17, les Etats-Unis d'Amérique sont dénoncés pour leur attitude qui a “eu pour effet de soutenir et encourager le régime raciste d'Afrique du Sud”. C'est donner une image volontairement déformée de notre politique impliquant que mon gouvernement appuie le racisme et les racistes. Il n'en est pas ainsi. Nous rejetons catégoriquement de telles allégations et demandons, par conséquent, un vote séparé de cet alinéa.

41. De même, au paragraphe 3 du dispositif de ce projet de résolution, les “grandes puissances occidentales” sont accusées d'encourager l'agression de l'Afrique du Sud contre ses voisins. Voilà qui est une autre calomnie, car les Etats-Unis n'ont jamais encouragé l'Afrique du Sud à recourir à l'agression contre qui que ce soit. Au contraire, nous avons, en fait, été le premier grand pays à imposer, en 1962, un embargo sur les armes contre l'Afrique du Sud et l'un des plus vigilants à le faire respecter. Quant aux sanctions économiques et culturelles, rien ne permet de penser qu'elles pourraient avoir une influence quelconque sur les relations de l'Afrique du Sud avec

ses voisins, si ce n'est peut-être exacerber les tensions et rendre plus probable le conflit armé.

42. Dans le projet de résolution A/37/L.20, les Etats-Unis, Israël et “certains autres Etats occidentaux” sont dénoncés pour aider l'Afrique du Sud à renforcer sa capacité nucléaire. Cela est tout simplement faux. Les Etats-Unis sont attachés à une politique nucléaire dont l'intention est d'empêcher le développement ou l'acquisition de dispositifs explosifs nucléaires par tout Etat non doté de l'arme nucléaire. En vertu de la législation des Etats-Unis d'Amérique, aucun matériel de guerre, ni équipement nucléaire, ni matériel ou technologie sensible ne peuvent être exportés à un Etat non doté de l'arme nucléaire, à moins que toutes ses installations nucléaires soient couvertes par les garanties de l'AIEA. En outre, l'Afrique du Sud n'est pas partie au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires [résolution 2373 (XXII), annexe]. Nous insistons depuis longtemps sur le fait que l'adhésion à ce traité est une condition préliminaire à l'octroi par les Etats-Unis de combustible nucléaire aux réacteurs sud-africains. En fait, aucune licence d'exportation des Etats-Unis pour les matériaux ou les équipements nucléaires vers l'Afrique du Sud n'a été accordée depuis 1975. Nous poursuivons activement un dialogue avec l'Afrique du Sud destiné à favoriser les objectifs de non-prolifération dans ce pays comme partout dans le monde.

43. On attaque les Etats-Unis parce qu'ils continuent d'accroître ce qu'on appelle la collaboration économique avec l'Afrique du Sud. On ne fait cependant pas remarquer, où que ce soit, que les statistiques du FMI montrent que plus de 40 pays africains ont des liens commerciaux actifs avec l'Afrique du Sud, le plus souvent pour des sommes considérables.

44. En 1980, les exportations de l'Afrique du Sud vers le reste de l'Afrique ont augmenté de 50 p. 100 par rapport à 1979. Elles ont atteint plus de 1 milliard de rand et sont demeurées à ce niveau en 1981. Les importations sud-africaines en provenance du reste de l'Afrique ont augmenté de 10,1 p. 100 en 1980 et de 10,3 p. 100 en 1981. Il existe également un commerce actif entre l'Afrique du Sud et les pays du Conseil d'assistance économique mutuelle [CAEM] — le bloc économique de l'Union soviétique et des pays d'Europe de l'Est. L'Afrique du Sud a importé 51 millions de dollars des Etats-Unis de marchandises des pays du CAEM en 1981, contre 38 millions de dollars en 1980.

45. Malheureusement, cette hypocrisie qui consiste à condamner les Etats-Unis pour leurs échanges commerciaux avec l'Afrique du Sud alors qu'on le fait soi-même ne se limite pas aux pays africains, ni à ceux du bloc communiste. Par exemple, au cours du débat général de cette année, le Ministre des affaires étrangères de la Suède a demandé l'imposition de sanctions globales et obligatoires contre l'Afrique du Sud, et cependant les chiffres pour le premier semestre de 1981 en ce qui concerne le commerce international montrent que les exportations vers l'Afrique du Sud continuent à augmenter plus rapidement en Suède que dans aucun autre pays. L'Afrique du Sud est le vingt-troisième client de la Suède, alors qu'elle n'était que le trente-cinquième en 1978. De même, l'organisation du commerce extérieur sud-africain compte la Suède parmi l'un de ses 10 fournisseurs les plus importants.

46. On condamne le FMI parce qu'il consent un prêt à l'Afrique du Sud tandis qu'on félicite l'UPU pour avoir expulsé l'Afrique du Sud. Cette tentative de transformer les institutions spécialisées en terrains de football politiques ne peut que conduire à saper leur mission auprès de tous les pays et de tous les peuples. C'est se moquer du nom même et des objectifs de cette organisation que d'expulser un pays de l'UPU.
47. On requiert une assistance élargie aux mouvements de libération nationale de l'Afrique du Sud par les institutions des Nations Unies tandis qu'on réaffirme la légitimité de la lutte armée de ces mouvements. C'est une fois encore saper un principe fondamental de l'Organisation des Nations Unies : le règlement pacifique des conflits. Nous avons à maintes reprises réitéré notre opposition à l'emploi de fonds des Nations Unies pour le soutien de prétendus mouvements de libération nationale, et notamment ceux qui pratiquent la lutte armée. Dans ce contexte, il importe de noter que le Congrès des Etats-Unis a adopté cette année une loi qui interdit d'attribuer des fonds aux organisations internationales et aux programmes si ces fonds prélevés sur la part payée par les Etats-Unis sont mis à la disposition de l'Organisation de libération de la Palestine [OLP] ou de la South West Africa People's Organization [SWAPO]. Cela signifie clairement que notre opposition à l'assistance des Nations Unies aux mouvements de libération nationale n'est plus seulement rhétorique. En ce qui concerne l'OLP et la SWAPO, nous avons déjà entamé une action pour retirer notre part des fonds des programmes des Nations Unies destinés à les aider. Si l'aide des Nations Unies à l'African National Congress et au Pan Africanist Congress se poursuit, les Etats-Unis pourraient se voir obligés d'appliquer des mesures semblables.
48. Cela ne constitue que quelques-uns des éléments à l'égard desquels nous avons des objections dans les projets de résolutions sur l'*apartheid*, et j'espère que cette discussion montre clairement à l'Assemblée pourquoi nous voterons contre ces projets de résolution. En outre, nous regrettons que les auteurs des projets de résolution n'aient pas accepté de tenir des consultations en dehors de leurs propres groupes ou essayé d'aboutir à un consensus aussi large que possible sur ces projets de résolution. Après tout, il existe un consensus très large contre l'*apartheid*, dont nous sommes partie, et il devrait être possible d'adopter des résolutions anti-*apartheid* par consensus.
49. En ce qui concerne le projet de résolution A/37/L.27, relatif au Fonds d'affectation spécial des Nations Unies pour l'Afrique du Sud, ma délégation est heureuse de se joindre au consensus en sa faveur. Notre appui cependant est plus que rhétorique : nous avons alloué un montant annuel de 400 000 dollars à ce fonds. Notre contribution annuelle de 1 million de dollars au Programme d'enseignement et formation des Nations Unies pour l'Afrique australe est un exemple connexe de notre soutien concret aux Noirs d'Afrique du Sud. Sur la base d'un échange bilatéral, nous avons créé un programme de 4 millions de dollars en 1982 afin que 117 Noirs d'Afrique du Sud puissent suivre des études universitaires aux Etats-Unis et ne pas être victimes du système d'*apartheid*. Un effort semblable est prévu pour 1983. En 1983, 2,3 millions de dollars sont également prévus pour aider les Noirs sud-africains dans des domaines tels que les petites entreprises, etc.
50. Pour terminer, je voudrais souligner que notre vote négatif sur neuf de ces 10 projets de résolution ne diminue en aucune façon notre volonté d'œuvrer, de manière pratique et efficace, à l'élimination de l'*apartheid* et en faveur de la justice raciale en Afrique du Sud.
51. M. ULRICH (Danemark) [*interprétation de l'anglais*] : J'ai l'honneur de prendre la parole au nom des 10 Etats membres de la Communauté européenne.
52. Les Dix ont appris avec un profond regret les pertes tragiques survenues à Maseru hier soir à la suite d'un raid de commando sud-africain. Nous condamnons cette violation flagrante par l'Afrique du Sud de la souveraineté et de l'intégrité territoriale du Lesotho.
53. Dans le débat portant sur le point 33 de l'ordre du jour, nous avons vigoureusement condamné la politique d'*apartheid*. Le système entier de l'*apartheid* doit être éliminé pour céder la place à un gouvernement fondé sur une démocratie véritablement représentative. A notre avis, les Nations Unies ont un rôle important à jouer dans les efforts destinés à éliminer l'*apartheid*.
54. Le débat sur ce point a montré l'opposition unanime de l'Assemblée à l'*apartheid*, et c'est pourquoi les Dix pensent qu'il aurait fallu faire davantage d'efforts dans les projets de résolution dont nous sommes saisis pour exprimer le rejet total de l'*apartheid* par l'Assemblée, de façon qu'ils puissent bénéficier de l'appui de tous. Nous regrettons qu'une fois de plus des éléments de division aient été introduits dans certains projets de résolution.
55. Les Dix maintiennent que, conformément à la Charte des Nations Unies, la répartition des compétences entre l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité doit être respectée.
56. Les Dix souhaitent réaffirmer leur respect au principe d'universalité dans la composition de l'Organisation des Nations Unies. Les institutions spécialisées devraient également conserver leur caractère universel et il faudrait dûment tenir compte de leurs statuts respectifs.
57. Les Dix estiment que l'opposition à l'*apartheid* n'est pas une lutte contre un pouvoir colonial, mais qu'elle a pour but de créer une société multiraciale, libre et démocratique. L'attitude des Dix Etats membres de la Communauté européenne relative à l'appui à la lutte armée dans les résolutions de l'Assemblée générale est bien connue et a été exprimée à maintes reprises dans cette enceinte. Je n'ai pas l'intention d'y revenir. Les Dix se rendent compte que la poursuite de la politique d'*apartheid* en Afrique du Sud suggère à beaucoup que la lutte armée est la seule manière d'y mettre un terme. Cependant, les Dix pensent que les Nations Unies ont avant tout l'obligation de favoriser des solutions pacifiques.
58. Les Dix n'appuient pas les dispositions demandant que l'on rompe toutes les relations avec l'Afrique du Sud. Ils croient que les voies de communication existantes devraient être utilisées de façon à permettre la libre expression des opinions sur toutes les questions d'ordre politique, social et économique qui intéressent le peuple de l'Afrique du Sud.

59. Nous demeurons engagés envers le principe olympique de non-discrimination et nous rejetons toute forme d'*apartheid* dans les sports. Nous devons cependant signaler que dans nos pays les sports sont organisés sur une base privée. Les organisations sportives de nos pays connaissent l'opposition de nos gouvernements aux rencontres sportives qui violent le principe olympique. Les gouvernements des Dix continueront de décourager fermement les contacts sportifs impliquant la discrimination raciale.

60. Les Dix rejettent toute attaque arbitraire et injustifiée contre des Etats Membres. Les Dix regrettent, pour les raisons que je viens d'indiquer, qu'il ne leur soit pas possible d'appuyer tous les projets de résolution relatifs à la question dont l'Assemblée est saisie. Les Dix réaffirment leur volonté de poursuivre les efforts susceptibles de mettre fin au système d'*apartheid* en Afrique du Sud.

61. Mme DAES (Grèce) [*interprétation de l'anglais*] : En plus de la déclaration que vient de faire le représentant du Danemark au nom des 10 Etats membres de la Communauté européenne, la délégation grecque voudrait expliquer son vote sur les projets de résolution A/37/L.17 à L.23 et L.26 à L.28.

62. La Grèce, de tout temps, s'est opposée fermement à la politique et à la pratique de l'*apartheid* et sa position est bien connue de tous les organes et organismes du système des Nations Unies; par conséquent, point n'est besoin de l'expliquer en détail aujourd'hui.

63. Ma délégation voudrait cependant souligner encore une fois que nous condamnons sans réserve toute forme de racisme ou de discrimination raciale, et notamment l'*apartheid*, qui est un affront odieux à la conscience de l'humanité. L'élimination complète de l'*apartheid* est, par conséquent, non seulement un impératif moral mais également un impératif juridique et politique, et il est de la responsabilité de toute la communauté mondiale — notamment de l'Organisation des Nations Unies, des institutions spécialisées et de toutes les organisations et institutions du système des Nations Unies — de faire tout son possible pour mettre immédiatement fin à toutes les manifestations de l'*apartheid*.

64. Par conséquent, nous voterons pour les projets de résolution A/37/L.18, L.21 à L.23 et L.26 pour les raisons que je viens d'expliquer. Nous aurions également voulu voter pour les projets de résolution A/37/L.17, L.19, L.20 et L.28, car nous soutenons les positions et les principes généraux qui y figurent, mais nous estimons devoir nous abstenir à cause du libellé de certains de leurs paragraphes.

65. Nous appuyons pleinement le travail réalisé par le Comité spécial contre l'*apartheid* en ce qui concerne notamment ses publications sur l'agression, le terrorisme et la déstabilisation pratiqués par le régime raciste d'Afrique du Sud contre les Etats africains indépendants, ainsi que l'attention qu'il prête à la mise en œuvre des résolutions de l'Organisation des Nations Unies en vue d'éliminer l'*apartheid*.

66. Nous appuyons également le projet de résolution A/37/L.26, relatif aux investissements en Afrique du Sud, car nous pensons qu'il offre des moyens pratiques et extrêmement importants de faire pression sur le Gouvernement sud-africain.

67. Enfin, nous sommes au nombre des auteurs du projet de résolution A/37/L.27 sur le Fonds d'affectation spécial des Nations Unies pour l'Afrique du Sud. Nous sommes convaincus que l'assistance humanitaire, économique et juridique aux victimes de l'odieux système d'*apartheid* et à leurs familles contribue, dans une certaine mesure tout au moins, à alléger leurs souffrances et constitue un gage de solidarité avec leur lutte pour la liberté, la justice et l'indépendance.

68. M. DORR (Irlande) [*interprétation de l'anglais*] : J'ai eu l'occasion d'exposer en détail les vues du Gouvernement irlandais sur la politique d'*apartheid* au cours du débat consacré à ce point [66^e séance].

69. L'Irlande a parrainé deux des projets de résolution qui ont été présentés sur cette question. Elle votera pour six d'entre eux s'abstiendra sur trois et votera contre un.

70. Nos votes sur ces projets de résolution expriment l'inquiétude ressentie par l'Irlande devant la situation en Afrique du Sud. Les dangers que recèle cette situation ressortent à l'évidence de l'attaque criminelle inacceptable lancée hier par l'Afrique du Sud contre la capitale de son voisin indépendant, le Lesotho. Cependant, comme certains des projets de résolution contiennent des idées et un libellé incompatibles avec la position de mon gouvernement à l'égard de la question de l'*apartheid*, nous ne pourrions malheureusement les appuyer tous. Je voudrais ajouter que nous partageons les réserves communes aux Etats membres de la Communauté européenne exposées par le représentant du Danemark dans la déclaration qu'il vient de faire.

71. Je voudrais d'abord parler des projets de résolution que nous appuyons. L'Irlande estime que la communauté internationale devrait faire pression sur l'Afrique du Sud de manière graduelle, réfléchie et coordonnée, de façon à l'amener à changer sa politique d'*apartheid*. En conséquence, nous appuierons trois des projets de résolution concernant les sanctions contre l'Afrique du Sud.

72. Nous sommes au nombre des auteurs du projet de résolution A/37/L.26, dans lequel le Conseil de sécurité est prié instamment une fois de plus de prendre des mesures efficaces pour mettre un terme à de nouveaux investissements étrangers en Afrique du Sud et à de nouveaux prêts financiers à ce pays.

73. Nous voterons pour le projet de résolution A/37/L.18 qui, entre autres, invite le Conseil de sécurité à examiner de toute urgence et de manière approfondie la menace toujours croissante qui pèse sur la paix en Afrique australe et à prendre des mesures efficaces en vertu de la Charte des Nations Unies.

74. Nous appuierons également le projet de résolution A/37/L.28, qui tend à préparer la voie à une conférence internationale concernant un embargo sur le pétrole à l'encontre de l'Afrique du Sud. Je désire cependant que l'Irlande continue de penser que le Conseil de sécurité lui-même devrait envisager l'imposition d'un embargo obligatoire sur le pétrole à l'encontre de l'Afrique du Sud. Une telle décision de la part du Conseil reste, à notre avis, le moyen le plus efficace d'imposer un embargo sur le pétrole.

75. L'Irlande votera pour le projet de résolution A/37/L.23 concernant l'*apartheid* dans les sports, dans

lequel le Comité spécial pour l'élaboration d'une convention internationale contre l'*apartheid* dans les sports est prié de poursuivre ses travaux afin de présenter un projet de convention dès que possible à l'Assemblée. Nous examinerons soigneusement, bien entendu, la convention internationale lorsqu'elle sera mise au point. Je voudrais qu'il soit pris note cependant que nous devons étudier le projet de convention à ce moment-là pour voir s'il soulève des problèmes d'ordre juridique ou constitutionnel pour l'Irlande.

76. L'Irlande est au nombre des auteurs du projet de résolution A/37/L.27 sur le Fonds d'affectation spécial des Nations Unies pour l'Afrique du Sud, et l'appuiera donc lors du vote. Nous pensons qu'il est important d'encourager l'assistance humanitaire et juridique en faveur de ceux qui sont victimes de la législation discriminatoire de l'Afrique du Sud et d'aider les familles de ces personnes et les réfugiés venus d'Afrique du Sud.

77. Nous appuierons également le projet de résolution A/37/L.21, relatif au Programme de travail du Comité spécial contre l'*apartheid* dans son rapport [A/37/22 et Corr.1, par. 466 à 476]. Cependant, notre position quant aux recommandations contenues dans le rapport doit être interprétée compte tenu de la politique générale de mon gouvernement en matière d'*apartheid*, qui a été exposée dans cette déclaration et dans des déclarations antérieures. Sans vouloir nullement minimiser l'importance du travail réalisé par le Comité spécial dans la promotion de la campagne internationale contre l'*apartheid*, nous avons cependant des réserves sur la décision figurant au paragraphe 7 du dispositif du projet de résolution d'ouvrir un crédit spécial d'un montant de 400 000 dollars au profit du Comité spécial. Nous pensons qu'en abordant les activités du Comité spécial pour 1983 de manière plus sélective il aurait été possible de prévoir un crédit spécial plus modeste à prélever sur le budget des Nations Unies sans pour autant entraver sérieusement les objectifs du Comité spécial, sur lesquels nous sommes en général d'accord.

78. Je vais maintenant passer aux projets de résolution sur lesquels ma délégation s'abstiendra.

79. Nous nous abstiendrons en ce qui concerne le projet de résolution A/37/L.17 sur la situation en Afrique du Sud. Pour en décider ainsi nous avons pesé les éléments positifs de ce projet de résolution au regard d'autres formules qui nous semblent inappropriées, notamment l'appui explicite de l'Assemblée à la lutte armée, la demande de sanctions globales obligatoires, ainsi que le fait que l'on cite et que l'on condamne quelque peu arbitrairement la politique de certains Etats. Il y a dans ce texte de nombreux éléments qui ne sont pas conformes à l'attitude de mon gouvernement envers ce problème. Néanmoins, nous avons décidé de nous abstenir plutôt que de voter contre le projet de résolution. Nous en avons décidé ainsi principalement parce qu'il contient une formule qui nous paraît importante. Au paragraphe 23 du dispositif, notamment, on réaffirme l'engagement qu'a pris l'Organisation des Nations Unies d'éliminer totalement l'*apartheid* et de promouvoir l'instauration d'une société démocratique dans laquelle tous les habitants de l'Afrique du Sud dans son ensemble, sans distinction de race, de couleur, de sexe ou de croyance,

jouiront dans l'égalité de tous les droits de l'homme et libertés fondamentales et participeront librement à la détermination de leur destin. C'est une notion que nous appuyons vivement. Nous espérons qu'à notre prochaine session une résolution générale sur la situation en Afrique du Sud sera formulée de telle façon qu'elle obtiendra l'appui de tous les membres de l'Assemblée.

80. Nous nous abstiendrons en ce qui concerne le projet de résolution A/37/L.19, relatif aux sanctions globales et obligatoires contre l'Afrique du Sud. Comme je l'ai déjà dit, l'Irlande appuie l'application de sanctions sélectives par le Conseil de sécurité. Nous aurions pu appuyer plusieurs des mesures spécifiques qui apparaissent au paragraphe 4 du dispositif du projet de résolution, qui sont conformes à la politique de sanctions que j'ai citée précédemment. Nous estimons qu'une bonne politique pour la communauté internationale consisterait à assurer une pression progressive en vue d'apporter des changements grâce à des mesures de sanctions soigneusement choisies et sélectives qui pourraient être appliquées convenablement par tous. Toutefois, nous devons continuer de mettre en question l'opportunité ou le réalisme qu'il y a pour l'Assemblée à demander au Conseil de sécurité d'imposer immédiatement des sanctions d'ensemble totales à l'Afrique du Sud. J'ajouterai que ma délégation se garderait d'appuyer le paragraphe 6 du dispositif, qui cherche à orchestrer une campagne en vue de refuser à l'Afrique du Sud son droit à sa qualité de membre de l'UPU.

81. Nous aurions voulu voter pour un projet de résolution demandant la cessation de la collaboration militaire et nucléaire avec l'Afrique du Sud. Toutefois, nous nous voyons obligés, à regret, de nous abstenir dans le vote sur le projet A/37/L.20 en raison de certaines formules qu'il contient, y compris notamment lorsqu'on y cite avec partialité un certain nombre d'Etats de manière assez sélective et arbitraire. A notre avis, c'est là une manière de faire qui ne peut nous aider à atteindre l'objectif fondamental du projet de résolution, qui est la cessation totale de toute coopération militaire et nucléaire avec l'Afrique du Sud. Cela mis à part, le texte contient cependant de nombreux éléments que nous aurions pu appuyer.

82. Comme au cours des années antérieures, l'Irlande votera contre le projet de résolution relatif aux relations entre Israël et l'Afrique du Sud, contenu cette année dans le document A/37/L.22, parce que ce texte mentionne nommément un Etat Membre de cette assemblée pour qu'on le condamne de façon sélective de manière inappropriée.

83. M. JELONEK (République fédérale d'Allemagne) [*interprétation de l'anglais*] : Les événements qui se sont déroulés récemment à Maseru me poussent à faire la déclaration suivante.

84. Le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne a appris avec une profonde préoccupation l'attaque de commando lancée contre les membres de l'African National Congress dans la capitale du Lesotho, qui a pris naissance en Afrique du Sud et a entraîné la perte de nombreuses vies, y compris celles de femmes et d'enfants. Mon gouvernement a toujours rejeté le recours à la force pour atteindre des objectifs politiques, quelle que soit la partie concernée. Il con-

damne cette attaque parce qu'elle fait montre de mépris pour la souveraineté et l'intégrité territoriales de l'un des voisins de l'Afrique du Sud, et qu'elle constitue ainsi encore une autre violation du droit international. De telles violations délibérées des frontières nationales doivent cesser immédiatement, car elles pourraient exacerber dangereusement la tension en Afrique australe et ainsi menacer sérieusement la paix.

85. Passant maintenant aux projets de résolution dont nous sommes saisis, ma délégation voudrait faire les observations suivantes.

86. Le représentant du Danemark, intervenant au nom des 10 Etats membres de la Communauté européenne, a déjà commenté les projets de résolution que nous sommes sur le point d'adopter, et a rappelé les principes politiques essentiels partagés par les pays de la Communauté, y compris le mien. La République fédérale d'Allemagne, elle aussi, rejette fermement la politique d'*apartheid* pratiquée par l'Afrique du Sud, car elle représente un système institutionnalisé de discrimination raciale, et elle appuie pleinement la déclaration faite au nom des Dix. Des changements pacifiques en faveur de la majorité opprimée d'Afrique du Sud sont urgents, obligatoires et nécessaires dans l'intérêt de toutes les parties de la population de ce pays. C'est pourquoi la République fédérale d'Allemagne donne son accord aux propositions essentielles des projets de résolution qui viennent d'être cités. Par conséquent, c'est avec beaucoup de regret que, en raison de certaines formules contenues dans ces projets de résolution, ma délégation n'est pas en mesure de les appuyer tous.

87. Ma délégation a toujours manifesté son opposition à mentionner nommément des Etats Membres pris individuellement, comme cela a été fait dans le projet de résolution A/37/L.17. En particulier, nous ne comprenons pas les critiques non fondées dirigées dans ce projet de résolution contre les pays occidentaux, critiques qui suggèrent qu'ils encouragent l'Afrique du Sud à commettre des actes criminels contre les Etats voisins.

88. La même observation s'applique au projet de résolution A/37/L.20, sur lequel la République fédérale d'Allemagne s'abstiendra. En outre, si nous sommes pleinement d'accord sur l'idée essentielle de ce projet de résolution, qui est d'assurer la mise en œuvre totale de la résolution 418 (1977) du Conseil de sécurité, nous ne pouvons nous associer à la pratique de l'Assemblée générale qui consiste à reprendre à son compte les déclarations faites au cours de séances à participation limitée d'Etats Membres. La Déclaration de Paris sur des sanctions contre l'Afrique du Sud¹ contient malheureusement certaines propositions auxquelles mon gouvernement ne saurait souscrire.

89. Il va sans dire que la République fédérale d'Allemagne donne son accord de principe aux objectifs du projet de résolution A/37/L.21 relatif au Programme de travail du Comité spécial contre l'*apartheid*. Nous estimons que ce comité accomplit une tâche extrêmement importante et qu'il faut l'appuyer dans ses efforts précieux, dans la mesure où ceux-ci visent à obtenir un changement pacifique en Afrique du Sud. Par conséquent, ma délégation votera pour ce projet de résolution. Cependant, étant donné les incidences administra-

tives et financières notables de ce projet de résolution, ma délégation se voit obligée, à son regret sincère, de faire des réserves à cet égard.

90. Enfin, permettez-moi d'exprimer le souhait de ma délégation que l'Assemblée générale pourra, au cours de sa trente-huitième session, intensifier ses efforts visant à présenter des projets de résolution consacrés à ce point, qui pourront être appuyés par tous les Etats Membres de l'Assemblée.

91. M. TANÇ (Turquie) [*interprétation de l'anglais*] : Ma délégation appuiera les projets de résolution relatifs à la politique d'*apartheid* du Gouvernement sud-africain, contenus dans les documents A/37/L.17 à L.23 et L.26 à L.28. Ma délégation est également heureuse de figurer parmi les auteurs des projets de résolution A/37/L.26 et L.27.

92. Nos vues sur la politique d'*apartheid* de l'Afrique du Sud et notre engagement profond envers les efforts qui sont déployés pour éliminer cette politique infâme de discrimination raciale et d'oppression en Afrique australe ont été exposées en détail dans la déclaration que nous avons faite à la 66^e séance.

93. Notre ferme appui aux projets de résolutions dont nous sommes saisis est l'expression de notre engagement à ces efforts. En examinant ces textes, nous avons également constaté avec satisfaction que le Comité spécial contre l'*apartheid* a fait le maximum pour les rendre concis et plus efficaces. Nous espérons que tout cela contribuera à renforcer la campagne internationale actuellement en cours pour éliminer l'*apartheid* et la discrimination raciale en Afrique australe.

94. Cependant, tout en exprimant notre appui à tous ces projets de résolution, nous tenons à préciser, aux fins du compte rendu, nos réserves quant aux différentes références faites dans les projets de résolution à une région précise et à des pays de cette région. De même, certaines de leurs dispositions ne semblent pas entièrement conformes aux lois turques actuellement en vigueur. Ces dispositions ont été mentionnées dans les déclarations que ma délégation a eu l'occasion de faire à différentes reprises. Dès lors, nous appuyons ces paragraphes exceptionnels dans la mesure où ils sont conformes aux lois et règlements turcs actuellement en vigueur.

95. M. RAM (Fidji) [*interprétation de l'anglais*] : Cette année encore, ma délégation votera pour tous les projets de résolution relatifs à la politique d'*apartheid* du Gouvernement sud-africain, hormis le projet de résolution A/37/L.22 sur lequel nous nous abstenons.

96. Nous appuyons les projets de résolution parce que nous déplorons la politique d'*apartheid* de l'Afrique du Sud, politique qui constitue un crime contre l'humanité et pose une menace à la paix et à la sécurité internationales. Notre appui tient également au fait que, selon nous, il est indispensable d'exercer la pression la plus forte sur le régime raciste de l'Afrique du Sud, de façon qu'il abandonne sa politique d'*apartheid* pour permettre l'instauration d'un processus pacifique auquel tous les peuples de ce pays seraient en mesure de participer. Cependant, notre appui aux projets de résolution est atténué du fait de l'introduction dans ces textes d'éléments de division qui, selon nous, vont

à l'encontre du front uni que l'Organisation des Nations Unies devrait présenter en vue de cet objectif commun.

97. De même, nous réservons notre position, comme nous l'avons fait lors de précédentes sessions, sur les paragraphes des projets de résolution qui prônent la lutte armée comme une alternative au dialogue et aux négociations pacifiques.

98. De même, ma délégation tient à réserver sa position sur la méthode consistant à mentionner nommément des pays et des institutions, car cette méthode va à l'encontre du but recherché par les textes et à l'encontre de notre objectif, à savoir exercer la plus forte pression possible sur l'Afrique du Sud pour qu'elle abandonne sa politique raciste. Un appui concerté prouverait à l'Afrique du Sud que la communauté internationale non seulement n'approuve pas sa politique d'*apartheid*, mais y est totalement opposée. Isolée par rapport à la communauté internationale, l'Afrique du Sud comprendrait alors qu'un rapide transfert des pouvoirs à un gouvernement majoritaire est plus souhaitable que la détestable politique d'*apartheid* qu'elle pratique.

99. M. GUERREIRO (Brésil) [*interprétation de l'anglais*] : La délégation brésilienne votera pour tous les projets de résolution sur lesquels nous allons nous prononcer. En agissant ainsi elle manifestera l'engagement du Brésil aux efforts internationaux pour mettre fin à l'*apartheid* et à toutes les formes de racisme. Cependant, nous avons des doutes quant à l'efficacité des termes utilisés dans certains des projets de résolution. En effet, ces termes nous semblent excessifs et pas toujours pertinents.

100. M. DUPRAS (Canada) [*interprétation de l'anglais*] : Pour commencer, je tiens à dire que le Canada se joint à la condamnation de l'Afrique du Sud par la communauté internationale à la suite du raid effectué la nuit dernière sur Maseru par les forces sud-africaines et au cours duquel de nombreuses victimes innocentes ont trouvé la mort. Dans le passé, le Gouvernement canadien a déploré les opérations lancées par les forces de défense sud-africaines sur le territoire d'Etats voisins souverains et il publiera une déclaration à propos de l'incident qui vient de se produire.

101. Le Gouvernement canadien a constamment condamné la politique d'*apartheid* pratiquée en Afrique du Sud. Nous avons toujours considéré cette politique comme détestable et comme une violation flagrante des droits fondamentaux de l'homme. En outre, nous nous sommes prononcés en faveur d'un changement pacifique tout en exprimant notre conviction que ce changement peut et doit intervenir.

102. Le Canada a pris des mesures concrètes pour marquer son opposition au régime d'*apartheid* de l'Afrique du Sud. En 1963, mon pays a volontairement décrété un embargo sur les ventes d'armes et d'équipement militaire à destination de l'Afrique du Sud. Quatorze ans plus tard, en 1977, le Conseil de sécurité, dont le Canada était alors membre, a pris la décision d'imposer un embargo sur les armes à destination de l'Afrique du Sud [*résolution 418 (1977)*], décision que nous avons appuyée.

103. De plus, en 1977, le Gouvernement canadien a décidé de mettre fin à toute promotion active en vue d'opérations commerciales et d'investissements en

Afrique du Sud. Les attachés commerciaux en poste en Afrique du Sud ont été rappelés. Le recours au compte de l'Export Development Corporation du gouvernement pour financer et favoriser le commerce avec l'Afrique du Sud a été suspendu et les possibilités d'investissements supprimées. Ces mesures ont été accrues en 1981 lorsqu'il a été mis fin au recours au compte de l'Export Development Corporation pour la coopération avec l'Afrique du Sud.

104. En 1978, le Gouvernement a publié un code de conduite pour les sociétés canadiennes opérant en Afrique du Sud. L'objectif de ce code volontaire était d'indiquer aux sociétés canadiennes la façon dont elles devaient se comporter en Afrique du Sud, l'accent étant mis particulièrement sur les mesures destinées à améliorer les conditions de travail des employés non blancs.

105. En janvier 1980, l'Accord commercial Canada-Afrique du Sud, qui accordait des tarifs préférentiels sur les exportations sud-africaines à destination du marché canadien, a pris fin.

106. De même, des mesures ont été prises en ce qui concerne les rencontres sportives. Le gouvernement a activement découragé les rencontres sportives entre les athlètes représentant officiellement le Canada et ceux d'Afrique du Sud. Au début de 1972, le gouvernement a refusé d'accorder des crédits aux organismes sportifs canadiens — en vue de compétitions au Canada — invitant des représentants sud-africains ou aux athlètes canadiens se rendant en Afrique du Sud pour y participer à des compétitions.

107. Conformément à l'Accord de Gleneagles de 1977², le gouvernement a exigé que tous les Sud-Africains se rendant au Canada soient munis d'un visa. Depuis juillet 1978, le gouvernement refuse d'accorder des visas aux sportifs ou aux officiels sud-africains ayant l'intention de se rendre au Canada pour participer à des compétitions sportives ou à des réunions, au titre d'une représentativité nationale.

108. Ces mesures ont clairement démontré la position du Canada à l'égard de l'*apartheid*. L'objectif de notre gouvernement a toujours été de favoriser un changement en Afrique du Sud par des moyens pacifiques et non pas par des actes de violence destructive. Le Gouvernement canadien estime que l'isolement total de l'Afrique du Sud ne conduirait qu'à retarder la réforme fondamentale dans ce pays. Il estime que la poursuite de contacts est un moyen de manifester au Gouvernement sud-africain et à la minorité blanche l'opinion du Canada sur le caractère inacceptable de l'*apartheid* et la nécessité d'un changement. Cela requiert un dialogue franc et dénué de toute polémique. Compte tenu des vues du Gouvernement canadien sur la question de l'*apartheid* et son approche du problème, il nous semble difficile d'accepter un certain nombre de dispositions des projets de résolution relatifs à l'*apartheid*, actuellement à l'examen.

109. Ainsi, en ce qui concerne le projet de résolution A/37/L.17, nous ne pouvons pas appuyer la présentation de décisions relatives à la paix et à la sécurité internationales qui vont au-delà de la compétence de cet organe en vertu de la Charte. Nous n'approuvons pas la lutte armée aux dépens d'un changement pacifique. Nous sommes opposés à la méthode consistant à nommer spécifiquement des Etats Membres en raison

de la collaboration qu'ils maintiendraient avec l'Afrique du Sud, ce qui signifierait qu'ils appuient la politique de ce gouvernement. Nous pensons que cette terminologie non fondée va à l'encontre de l'objectif poursuivi, car elle ne peut qu'affecter le sérieux de la question et les observations valables qui peuvent être faites.

110. Ces remarques s'appliquent également à un certain nombre d'autres projets de résolution. Il y est fait des références inacceptables, y compris des demandes pour que fin soit mise aux relations culturelles et autres avec l'Afrique du Sud et où l'UPU est félicitée, de façon contestable, d'appliquer une décision anticonstitutionnelle visant à expulser l'Afrique du Sud. Le Canada croit fermement au principe de l'universalité dans les organisations multilatérales, un principe qui, d'une façon ou d'une autre, est bafoué par nombre de projets de résolution.

111. Il y a des projets de résolution que le Canada appuie en principe mais auxquels, en même temps, il ne peut donner son aval en raison des moyens proposés pour atteindre le but poursuivi. C'est ainsi que le Canada votera pour le projet de résolution A/37/L.21 concernant le Programme de travail du Comité spécial contre l'*apartheid*, malgré des réserves sérieuses concernant une extension non limitée de l'application du Programme de l'Année internationale de mobilisation pour des sanctions contre l'Afrique du Sud et la demande d'une prétendue allocation de 400 000 dollars à l'intention du Comité spécial. De même, bien que la politique du Canada soit tout à fait conforme au principe d'une tentative d'élaboration d'une convention internationale contre l'*apartheid* dans les sports, des obstacles d'ordre constitutionnel ou juridique interne peuvent l'empêcher d'être partie à une convention éventuelle.

112. En ce qui concerne le projet de résolution A/37/L.28, le Canada n'a pas appuyé les restrictions touchant le commerce et les produits de nature pacifique avec l'Afrique du Sud. Nous estimons que l'effet de ce projet de résolution risque d'aller au-delà de l'intention d'appliquer un embargo *de facto*, lorsque le Conseil de sécurité n'a pas pris une telle décision.

113. Nous pensons que l'Assemblée pourrait adopter à l'unanimité des projets de résolution contre l'*apartheid* si elles étaient plus réalistes et pragmatiques. Les passages gratuits et superflus ainsi que les condamnations non fondées ne peuvent que diviser la communauté internationale. La manière dont le Canada vote est le reflet non pas d'un manque d'attachement au principe de l'éradication de l'*apartheid*, mais de la présence d'excès de langage, de problèmes d'ordre juridictionnel et d'un manque de réalisme dans les projets de résolution.

114. Comme par le passé, nous regrettons vivement que les auteurs de projets de résolution n'aient pas voulu, comme ils l'auraient pu, profiter de la présence, au sein de l'Assemblée d'une opposition à l'*apartheid* en présentant des projets de résolution touchant davantage cette question et dont les effets auraient sans doute été plus perceptibles.

115. M. WYATT (Royaume-Uni) [*interprétation de l'anglais*] : Les vues de mon gouvernement ont été fidèlement reflétées et en détail dans l'explication de vote du représentant du Danemark, au nom des

10 Etats membres de la Communauté européenne. Je me contenterai donc d'ajouter quelques éléments afin d'expliquer brièvement les raisons pour lesquelles mon gouvernement ne peut appuyer la plupart des projets de résolution.

116. Le peuple britannique abhorre l'*apartheid*. Ce système est entièrement opposé à notre façon de vivre. Les Gouvernements britanniques successifs ont publiquement manifesté ce profond dégoût et ont constamment cherché les moyens les plus radicaux de mettre rapidement et pacifiquement fin à l'*apartheid*. Cette question est beaucoup trop importante pour être traitée comme un jeu politique. Si l'on veut parvenir à des résultats concrets, il faut que les membres de l'Assemblée fassent tout leur possible pour dégager un consensus, sinon l'impact des sentiments très forts qui nous unissent sera détruit.

117. En conséquence, ma délégation regrette que la plupart des projets de résolution que l'Assemblée examine maintenant fassent naître inévitablement, de par leur nature, des divisions. Il est regrettable que dans de nombreux cas les projets de résolution proposent des voies qui ne sont ni réalistes ni susceptibles de mettre fin à l'*apartheid*. Je pense en particulier aux mentions très trompeuses concernant les pays occidentaux que l'on trouve dans plusieurs projets de résolution. Le Royaume-Uni ne saurait appuyer de telles affirmations. En quoi de telles allégations sans fondement pourraient-elles conduire à notre objectif commun qui est de mettre un terme à l'*apartheid* ?

118. Il en va de même des références aux membres occidentaux du Conseil de sécurité que l'on trouve dans le projet de résolution A/37/L.18. Celui-ci n'est de toute façon pas conforme à une politique réaliste d'action internationale visant à mettre fin à l'*apartheid*. Je signale également, en ce qui concerne le paragraphe 10 du dispositif du projet de résolution A/37/L.17, que le commerce extérieur du Brunéi relève du gouvernement de ce pays et non de celui du Royaume-Uni.

119. Si nous voulons persuader l'Afrique du Sud de respecter les dispositions de la Charte des Nations Unies, nous devons, de notre côté, faire preuve du même respect. Il faut que nous respections la répartition des responsabilités entre l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité. Or, cela n'est pas le cas dans certains des projets de résolution dont nous sommes saisis, en particulier dans le projet de résolution A/37/L.28 où, apparemment, on cherche à mettre en place un mécanisme favorisant un embargo, sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies mais en dehors du Conseil de sécurité. Mon gouvernement estime que les mesures envisagées dans ce projet de résolution sont mal venues et qu'il n'est pas bon de chercher à imposer un fardeau supplémentaire au budget des Nations Unies par un double emploi des fonctions du Conseil de sécurité ou en les oubliant. Les mêmes réserves d'ordre budgétaire s'appliquent également au projet de résolution A/37/L.21.

120. Si le débat en séance plénière sur l'*apartheid* ne devient qu'un rituel et si les projets de résolution font que les Etats Membres adoptent des positions retranchées, cela ne pourra qu'encourager les partisans de l'*apartheid*. Qu'il me soit permis d'espérer, pour terminer, que l'Assemblée générale pourra,

l'année prochaine, agir d'une manière plus réaliste et plus efficace, dans un esprit d'unanimité.

121. Enfin, en ce qui concerne les événements qui ont eu lieu, aujourd'hui, au Lesotho, nous condamnons la violation flagrante de la souveraineté de ce pays, regrettons profondément les pertes en vies humaines et présentons nos condoléances aux familles endeuillées. Nous rejetons la violence d'où qu'elle vienne, dans la recherche de solutions aux problèmes de l'Afrique australe.

122. M. ALBORNOZ (Equateur) [*interprétation de l'espagnol*] : La Constitution politique de l'Equateur, issue d'un référendum populaire conforme aux institutions démocratiques de mon pays, stipule, en son article 4 : "L'Etat équatorien condamne toute forme de colonialisme, de néocolonialisme, de discrimination ou de ségrégation raciale. Il reconnaît le droit des peuples à se libérer du joug de ces systèmes d'oppression." Au paragraphe 4 de l'article 19, il est stipulé : "Toute discrimination fondée sur la race, la couleur, le sexe, la langue, la religion, la filiation, les opinions politiques ou autres, l'origine sociale, la position économique ou la naissance est interdite."

123. Dans notre pays, fier de ses ressources humaines, qui sont le fruit d'un creuset de races et d'apports culturels, toute discrimination raciale est illégale et l'*apartheid* est considéré comme un crime contre l'humanité, car c'est l'une des formes les plus honteuses de discrimination institutionnalisée et émanant d'un pays qui se veut civilisé et dont les dirigeants actuels sont les descendants de ceux qui sont venus habiter les terres étrangères d'Afrique pour y apporter, prétendument, la civilisation et la justice.

124. L'Equateur condamne vivement l'emploi de la force et les violations de la souveraineté par l'Afrique du Sud d'un pays frère, le Lesotho, selon les dernières nouvelles.

125. L'Equateur a adhéré à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale [*résolution 2106 A (XX), annexe*] et a été le premier Etat à être partie à la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'*apartheid* [*résolution 3068 (XXVIII), annexe*].

126. Aussi mon pays, de concert avec d'autres Etats d'Amérique latine, s'est-il toujours déclaré, depuis 20 ans maintenant, en faveur des pays frères d'Afrique comme l'ont souligné les résolutions pertinentes qui reflètent non seulement la douloureuse tragédie du peuple sud-africain, mais également la menace sérieuse et croissante à la paix et à la sécurité internationales qui mérite notre attention et doit faire l'objet de sanctions, conformément au Chapitre VII de la Charte.

127. C'est pourquoi l'Equateur n'entretient pas de relations officielles avec le Gouvernement sud-africain et s'abstient de favoriser tout commerce avec ce pays. Il a aussi appuyé l'idée d'imposer un embargo sur le pétrole, question examinée par l'Assemblée, dont le représentant du Nigéria, M. Maitama-Sule, est à l'origine.

128. Si mon pays appuie les projets de résolution A/37/L.17 à L.23 et L.26 à L.28, c'est parce qu'il est animé de l'esprit qui se dégage du paragraphe 1 du dispositif du projet de résolution A/37/L.18 tendant à encourager l'instauration d'une société démocratique

dans laquelle tous les habitants de l'Afrique du Sud jouiront des droits de l'homme et des droits politiques et à assurer la paix dans la région.

129. L'Equateur s'élève contre toute sélectivité en matière de droits de l'homme et estime qu'il convient de critiquer tous les Etats qui méconnaissent les résolutions de l'Organisation des Nations Unies et continuent de collaborer avec le régime raciste d'Afrique du Sud dans les domaines militaire et nucléaire, ainsi que les nombreux pays, grands ou petits, qui, en dépit de telles résolutions et recommandations, continuent de se livrer à d'importantes transactions commerciales avec l'Afrique du Sud. Nous voterons pour le projet de résolution A/37/L.22, uniquement en raison des principes anti-discriminatoires dont il y est question, car nous ne pouvons accepter de citer nommément certains pays en omettant d'en nommer d'autres dont le comportement n'est pourtant pas différent. Nous aurions préféré que ce projet de résolution donne lieu à un vote séparé sur chacun de ses paragraphes, ce qui nous aurait permis, selon le cas, de nous abstenir.

130. Ma délégation rend hommage aux efforts inlassables déployés par le Comité spécial contre l'*apartheid*, en particulier que M. Maitama-Sule, et réaffirme que l'Equateur appuie la lutte menée par les peuples africains contre toute situation de néocolonialisme et de discrimination et pour la démocratie, les droits de l'homme et la justice sociale dans le monde entier.

131. M. HARLAND (Nouvelle-Zélande) [*interprétation de l'anglais*] : Tout d'abord, je me joins aux autres délégations qui ont déjà exprimé leur profonde préoccupation à la suite du raid lancé la nuit dernière par les forces sud-africaines contre le Lesotho, au cours duquel de nombreux innocents ont été tués. Un tel acte viole manifestement les principes fondamentaux de la Charte des Nations Unies et ne peut être accepté par les Membres de l'Organisation.

132. La position du Gouvernement néo-zélandais à l'égard de l'*apartheid* est claire : nous sommes convaincus qu'il s'agit d'un régime injuste auquel il convient de mettre fin. Le régime d'*apartheid* est injuste puisqu'il légalise la discrimination raciale et cherche à faire de la discrimination la base de tout un ordre social. La discrimination légalisée va à l'encontre de la Charte des Nations Unies.

133. La Nouvelle-Zélande est prête à coopérer avec d'autres pays pour parvenir à trouver le moyen de mettre fin à un système qui ne peut être considéré que comme une atteinte à la dignité de l'homme. Les mesures prévues à cette fin ne pourront cependant être effectives que si elles sont acceptées et appliquées par tous les pays directement concernés. Malheureusement, cette approche ne se trouve pas reflétée dans tous les projets de résolution dont nous sommes saisis, et la Nouvelle-Zélande ne pourra pas appuyer certains d'entre eux.

134. Le projet de résolution A/37/L.21 présente pour nous certaines difficultés. Le rapport du Comité spécial contre l'*apartheid* cite une déclaration de son président qui déforme l'attitude du Gouvernement néo-zélandais en ce qui concerne la tournée l'an dernier en Nouvelle-Zélande d'une équipe de rugby sud-africaine. Le Gouvernement néo-zélandais se conforme à l'Accord de Gleneagles de 1977² et s'efforce

par la persuasion d'empêcher les relations avec l'Afrique du Sud dans le domaine sportif.

135. Cette année, comme au cours d'occasions précédentes, ma délégation a parrainé le projet de résolution A/37/L.26. Nous continuons de contribuer aux divers fonds d'affectation spéciale visant à aider les victimes de l'*apartheid*, et de manière systématique nous veillons à l'application de l'embargo sur les armes à l'encontre de l'Afrique du Sud, que nous avons appliqué bien avant qu'il ne devienne obligatoire. Ces mesures montrent que la Nouvelle-Zélande est disposée à appliquer les mesures mises au point par la communauté internationale pour mettre fin au système d'*apartheid*.

136. M. SHRESTHA (Népal) [*interprétation de l'anglais*] : L'attachement sans réserve de mon pays à la lutte contre l'odieuse politique d'*apartheid* pratiquée par le régime raciste de Pretoria est bien connu. En raison de cet attachement, nous voterons, comme nous l'avons fait dans le passé, pour les projets de résolution dont nous sommes saisis. Cependant, nous aurions préféré que certains paragraphes de ces projets de résolution soient rédigés d'une manière différente plus conforme à la politique et aux vues de mon gouvernement.

137. M. HALEEM (Maldives) [*interprétation de l'anglais*] : Aux fins du compte rendu, je déclare que les Maldives appuient l'imposition de sanctions globales et obligatoires contre l'Afrique du Sud, qui font l'objet du projet de résolution A/37/L.19. Cependant, compte tenu de certaines références faites dans le libellé de ce texte, ma délégation se verra obligée de s'abstenir lors du vote.

138. M. SEWRAJSING (Suriname) [*interprétation de l'anglais*] : La délégation du Suriname s'associe à celles qui ont condamné le raid de commando des forces sud-africaines au Lesotho, qui a fait de nombreuses victimes. Cet acte prémédité du régime raciste est une nouvelle preuve de son hostilité envers les Etats voisins et de sa politique de terreur dans la région.

139. Ma délégation souhaite expliquer son vote avant le vote sur les projets de résolution présentés au titre du point 33 de l'ordre du jour, dont l'Assemblée générale est saisie. La délégation du Suriname, appuyant les principes et les concepts qui y figurent, votera en faveur de tous les projets de résolution à l'examen. Toutefois, elle exprime des réserves quant au libellé du paragraphe 4 du dispositif du projet de résolution A/37/L.17 et du septième alinéa du préambule du projet de résolution A/37/L.20. Si ce paragraphe et cet alinéa étaient mis aux voix séparément, ma délégation s'abstiendrait lors du vote.

140. M. LOULICHKI (Maroc) : Depuis les premières années de sa création, l'Organisation des Nations Unies s'est attachée à lutter contre toutes les formes de discrimination et à faire valoir dans les relations entre Etats une éthique internationale fondée sur le respect de la dignité humaine et de l'égalité des droits politiques, civils et civiques de tous, sans considération de sexe, de couleur ou de religion.

141. A ces nobles principes et à ces objectifs louables, les autorités de Pretoria continuent d'opposer un refus obstiné et aveugle en déniaient à la grande majorité du peuple d'Afrique du Sud la jouissance des droits les

plus élémentaires reconnus par la Charte des Nations Unies et en menant une politique d'agression contre la sécurité et l'intégrité des Etats indépendants voisins, politique dont le Lesotho a été dernièrement la cible.

142. A cet égard, il est pour le moins étonnant que le régime raciste de Pretoria puisse continuer à bénéficier du soutien de certains milieux et institutions financiers, soutien qui s'est récemment traduit par l'octroi d'un crédit par le FMI, malgré l'opposition que cette initiative a suscitée dans le monde entier.

143. Nous estimons que le développement récent de la situation en Afrique australe doit inciter la communauté internationale à s'engager dans un effort volontaire, concerté et irrévocable pour mettre fin au système anachronique d'*apartheid* qui continue, au mépris de la Charte, d'asservir et d'humilier des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants.

144. Pour sa part, le Maroc, qui reste foncièrement opposé à toute discrimination, quels qu'en soient le fondement et les manifestations, réaffirme son soutien inconditionnel au peuple frère d'Afrique du Sud dans la lutte qu'il mène avec un grand courage pour l'instauration d'une société égalitaire et démocratique.

145. C'est avec cette conviction que ma délégation votera pour tous les projets de résolution proposés, parmi lesquels les projets de résolution A/37/L.18 et L.21 à L.23, dont le Maroc s'est porté coauteur.

146. Pour ce qui est des projets de résolution A/37/L.17, L.19 et L.20, bien que ma délégation ne soit pas d'accord avec la formulation de certains paragraphes, elle traduira sa position de principe par un vote positif.

147. M. de La GORCE (France) : La délégation française souhaite ajouter à la déclaration présentée au nom des 10 Etats membres de la Communauté européenne par le représentant du Danemark les considérations suivantes.

148. La France, chacun le sait, condamne sans appel la politique d'*apartheid* du Gouvernement sud-africain. Elle l'a dit ici même de la façon la plus nette; elle l'a prouvé dans ses actes. Le ferme soutien que mon pays apporte à tous ceux qui œuvrent pour qu'en Afrique du Sud soit établie la justice et reconnue la dignité de tous les hommes a été rappelé il y a quelques jours lorsque le grand poète Breyten Breytenbach, enfin libéré, est arrivé à Paris où il a choisi de vivre.

149. Dans le même esprit, la France apporte tout son appui au Comité spécial contre l'*apartheid*, dont le Président, M. Maitama-Sule, a effectué une visite à Paris au printemps dernier.

150. Ma délégation n'approuve pas tous les points du Programme de travail du Comité spécial contre l'*apartheid* et, compte tenu des difficultés financières de l'Organisation, elle regrette l'augmentation excessive de son budget. Mais, dans le souci de traduire concrètement l'excellence des relations que les autorités françaises entretiennent aujourd'hui avec le Comité spécial, ma délégation, pour la première fois, votera cette année pour le projet de résolution qui définit son programme de travail, projet de résolution A/37/L.21.

151. De même, tout en réservant sa position à l'égard de certaines dispositions éventuelles du futur projet de convention, la délégation française apportera cette

année son soutien au projet de résolution A/37/L.23 pour marquer son rejet de toute discrimination dans les sports. Par ailleurs, ma délégation devra s'abstenir sur le projet de résolution A/37/L.18, en raison de la formulation inacceptable du paragraphe 3 de son dispositif.

152. D'une façon plus générale, la France exprime l'espoir qu'à l'avenir une concertation de plus en plus étroite entre les membres de l'Assemblée lui permettra d'affirmer de façon unanime, ou quasi unanime, sa condamnation de l'*apartheid*.

153. Enfin, je voudrais exprimer la très vive réprobation de la France au sujet du raid effectué la nuit dernière par des troupes sud-africaines contre le Lesotho. Ma délégation déplore profondément cette violation flagrante de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de ce pays et les pertes de vies humaines provoquées par cette attaque injustifiable.

154. M. BLUM (Israël) [*interprétation de l'anglais*] : Comme nous avons eu l'occasion de la réaffirmer au cours du débat sur le point de l'ordre du jour dont nous sommes maintenant saisis, Israël, sans équivoque et sans réserve, rejette le racisme et la discrimination raciale sous toutes formes et il l'a dit clairement au Gouvernement sud-africain et à l'Assemblée. Les auteurs du projet de résolution A/37/L.22, de même que de certains autres projets de résolution dont nous sommes saisis, ont voulu cependant ignorer les communiqués officiels de mon gouvernement, qui figurent aux documents officiels des Nations Unies, et se sont fondés, au contraire, sur des allégations tendancieuses et sans fondement qui sont contenues dans des articles de journaux afin d'aveugler le monde et de détourner son attention des véritables problèmes de l'*apartheid*.

155. Cette attitude a gravement sapé les objectifs de ce débat et, une fois de plus, a rabaisé le noble objectif que nous recherchons en faveur de ceux qui souffrent de la discrimination raciale.

156. Il est grand temps de procéder à une évaluation sérieuse de ce chœur de récriminations perpétuelles contre mon pays et d'établir une norme unique, honnête et impartiale en ce qui concerne le comportement à l'égard du racisme et de la discrimination raciale.

157. Etant donné qu'Israël est le seul pays au monde à avoir fait l'objet d'une condamnation précise fondée sur des mensonges évidents, ma délégation ne participera pas au vote sur ce point de l'ordre du jour. Je demande que cette non-participation et les raisons qui l'ont motivée soient reflétées dans le compte rendu.

158. M. SINCLAIR (Guyana) [*interprétation de l'anglais*] : Le Guyana votera pour tous les projets de résolution dont nous sommes saisis sur la question de l'*apartheid*.

159. Plusieurs délégations ont manifesté leur inquiétude devant le fait que certains pays sont cités nommément dans les projets de résolution. En règle générale, lorsqu'on rédige des projets de résolution sur l'*apartheid* et sur des questions similaires, la délégation guyanaise préfère qu'on ne cite pas nommément certains pays pour les condamner ou les dénoncer. Pourtant, nous n'avons pas dans le passé permis que ces mentions influencent la façon dont nous nous exprimons à l'égard de ce que nous pensons être la

question fondamentale, c'est-à-dire la déclaration politique que cherchent à faire ces projets de résolution.

160. En l'occurrence, les auteurs des textes déclarent leur haine du système d'*apartheid* et leur désir de voir disparaître ce système ainsi que la coopération des Etats avec le régime d'*apartheid* en Afrique du Sud.

161. Mon gouvernement se voue irrévocablement à l'éradication de l'*apartheid*. Nous n'avons aucune relation avec le Gouvernement sud-africain et nous aimerions que tous les gouvernements adoptent une attitude similaire à l'égard du régime d'*apartheid*, car nous pensons qu'à un moment où l'Assemblée générale adopte des mesures en vue d'isoler complètement l'Afrique du Sud, des contacts ou une coopération avec ce régime de la part de pays individuels apportent un certain encouragement à ce régime.

162. La délégation des Etats-Unis a demandé un vote séparé sur le vingt et unième alinéa du préambule du projet de résolution A/37/L.17. Cette délégation prétend que les Etats-Unis sont spécifiquement accusés de fournir aide et encouragement au régime raciste d'Afrique du Sud. Selon ma délégation, le vingt et unième alinéa du préambule du projet A/37/L.17 ne fait rien de cela. Au lieu de dénoncer, cet alinéa ne fait qu'exprimer une grave inquiétude. En outre, ma délégation estime que cet alinéa n'accuse nullement les Etats-Unis de fournir aide et encouragement au régime raciste d'Afrique du Sud. Il ne fait qu'exprimer une grave inquiétude devant la politique, les déclarations et les actes des Etats-Unis qui ont apporté aide et encouragement au régime d'*apartheid*, ce qui, de l'avis de ma délégation, est toute autre chose.

163. Comme je l'ai dit auparavant, le fait même de maintenir des contacts avec l'Afrique du Sud a inévitablement pour résultat de soutenir et d'encourager ce régime. Et c'est devant cette conséquence que l'alinéa en question exprime une inquiétude. Ma délégation votera donc pour cet alinéa.

164. Mlle QOANE (Lesotho) [*interprétation de l'anglais*] : Je voudrais commencer par remercier tous ceux qui ont dit leur inquiétude, exprimé leur sympathie et offert leurs condoléances à mon gouvernement à l'occasion des événements survenus dans mon pays la nuit dernière.

165. Le point qu'examine l'Assemblée générale, relatif à la politique d'*apartheid* du Gouvernement sud-africain, est d'une importance primordiale pour les Nations Unies, de même qu'une source de vive préoccupation. Voilà plus de 30 ans que la communauté mondiale examine la question de l'*apartheid* en Afrique du Sud. Notre position en la matière est bien connue de l'Assemblée et point n'est besoin de la réitérer. Je me limiterai donc à faire quelques remarques à propos des projets de résolution sur lesquels l'Assemblée va se prononcer.

166. Je ferai tout d'abord brièvement allusion aux projets de résolution A/37/L.19 et L.28.

167. Mon pays, le Lesotho, subit toutes sortes de contraintes imposées par les circonstances découlant des réalités d'ordre pratique de la survie économique, encore aggravées par la position géopolitique dans laquelle il se trouve vis-à-vis de l'Afrique du Sud. Nous nous efforcerons, dans la mesure de nos moyens

limités, d'aider les victimes de l'*apartheid*, tout en ne perdant pas de vue que notre première responsabilité est d'assurer la survie de notre nation.

168. Le fait que ma délégation s'abstienne lors du vote sur ces projets de résolution ne signifie pas qu'elle a perdu foi dans les mesures proposées ou que le Lesotho est moins déterminé à lutter pour l'élimination totale de l'*apartheid*. Je le répète, notre attitude nous est dictée par des contraintes d'ordre pratique extrêmement rigoureuses. Cependant, nous serions très contrariés si certains invoquaient les raisons de notre abstention sur cette importante question comme une excuse toute trouvée pour fuir leurs responsabilités dans la façon de traiter la question critique dont l'Assemblée est saisie aujourd'hui.

169. Notre vote positif sur les autres projets de résolution ne doit pas être interprété comme signifiant que nous approuvons certains des sentiments qui y sont exprimés, car ils ne sont pas de notre goût. Ma délégation est particulièrement concernée par les paragraphes 4, 5 et 6 du dispositif du projet de résolution A/37/L.17 et elle tient à faire savoir que le Lesotho n'appuie la condamnation directe d'aucun pays avec lequel il a des relations diplomatiques, quand bien même il désapprouve vigoureusement sa politique.

170. M. Van LIEROP (Vanuatu) [*interprétation de l'anglais*] : Sur instruction du Gouvernement de Vanuatu, ma délégation votera pour les projets de résolution relatifs à l'*apartheid*. Ce faisant, nous tenons à souligner que nous nous prononçons contre le système cruel et inhumain de racisme et de terrorisme d'Etat tel que mis au point et pratiqué par la République sud-africaine. Notre condamnation vise l'Afrique du Sud; elle ne doit pas être interprétée comme une condamnation d'autre chose que les actes criminels du régime sud-africain à l'encontre du peuple africain qui en est la victime.

171. Nous regrettons que certains aient eu des objections quant au langage employé dans ces projets de résolution. Pour notre part, nous trouvons plus regrettable encore que le peuple sud-africain soit toujours prisonnier dans son propre pays, tout comme le peuple de Namibie, d'ailleurs. Nous trouvons plus regrettable encore que les pays voisins de l'Afrique du Sud fassent continuellement l'objet d'attaques militaires par le régime d'*apartheid*, et alors même que nous siégeons ici. Par son arrogance et ses attaques injustifiables, l'Afrique du Sud se moque de nous tous, et même de ceux qui prétendent que ces projets de résolution vont trop loin.

172. Comme d'autres délégations, nous avons la guerre en horreur, et nous ne pouvons pas comprendre comment on peut voir d'un bon œil, ou même encourager, les conflits armés dans certaines régions et les décourager quand ils sont dirigés contre l'Afrique du Sud, mise au ban de la communauté internationale. Comme tous les gens raisonnables, nous préférierions que l'on mette fin immédiatement et pacifiquement au régime d'*apartheid*. Mais l'Afrique du Sud, par ses actes et par ses lois, a rendu cela impossible. Il est infiniment regrettable que l'attitude de l'Afrique du Sud fasse que la lutte armée soit le seul moyen dont disposent l'African National Congress et la SWAPO pour libérer leurs pays respectifs.

173. En votant pour ces projets de résolution, nous nous souvenons aussi de la grande patience dont les opposants au régime d'*apartheid* ont fait preuve pendant tant d'années; nous rendons hommage à leur engagement à défendre la justice et la paix. S'il y avait un autre moyen de libérer l'Afrique du Sud et la Namibie, nous encouragerions les initiatives dans ce sens. Cependant, nous ne pensons pas que nous — ou quiconque — puissions dire à un pays, quel qu'il soit, comment il doit se libérer ou comment il peut y parvenir. Voilà pourquoi nous sommes solidaires du peuple d'Afrique du Sud et du peuple de Namibie et comprenons qu'en s'opposant au régime d'*apartheid* ils agissent en notre nom à tous et prennent eux-mêmes d'énormes risques. Ce doit être pour nous l'occasion de nous souvenir de nos responsabilités envers l'ensemble de l'humanité, selon les termes de la Charte de cette grande organisation.

174. Mme CASTRO DE BARISH (Costa Rica) [*interprétation de l'espagnol*] : Le Costa Rica a appris aujourd'hui avec grand regret l'incursion des commandos sud-africains au Lesotho. C'est là une violation flagrante de la Charte des Nations Unies et de toutes les résolutions de l'Organisation des Nations Unies adoptées pour condamner l'attitude de défi persistante de l'Afrique du Sud et sa politique d'*apartheid*. Nous déplorons les pertes en vies humaines et les souffrances que l'Afrique du Sud a causées au Lesotho en violant le droit international.

175. Le Costa Rica a toujours fermement condamné la politique néfaste d'*apartheid* pratiquée par le Gouvernement sud-africain et que les Nations Unies ont qualifiée de crime contre l'humanité. Nous déplorons et condamnons la répression et les tortures que l'on fait subir sans discrimination à tous les opposants de l'*apartheid*, qu'il s'agisse d'étudiants, de travailleurs, de cadres, etc. De même, nous protestons contre l'imposition de la peine de mort aux combattants de la liberté. C'est pourquoi nous appuyons les projets de résolution présentés au titre du point 33 de l'ordre du jour. Cependant, nous avons des réserves sur quelques paragraphes qui, à l'instar de résolutions adoptées antérieurement par l'Assemblée sur le même sujet, dénoncent certains Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies pour leur collaboration politique, économique et militaire avec le régime raciste d'Afrique du Sud.

176. Ces projets de résolution ne reflètent pas, à notre avis, la situation réelle en ce qui concerne la collaboration de tous ordres avec l'Afrique du Sud. C'est pourquoi nous avons des réserves au sujet des paragraphes qui traitent de cette collaboration dans les projets de résolution A/37/L.17, L.19 et L.20.

177. Nous pensons que ce serait une bonne idée aussi de chercher d'autres moyens de résoudre de façon pratique et concrète ce problème au lieu de réitérer chaque année les mêmes condamnations unilatérales.

178. Pour ce qui est du projet de résolution A/37/L.22, nous ne participerons pas au vote puisqu'il concerne uniquement Israël. Outre qu'il reprend ce qui est déjà dit dans les autres projets de résolution sur lesquels nous nous prononcerons d'une manière favorable, en dépit des réserves avancées, ce texte est inu-

tile et discriminatoire. C'est pourquoi nous ne participerons pas au vote sur ce projet de résolution.

179. M. MALINGA (Swaziland) [*interprétation de l'anglais*] : Je commencerai par réitérer la position bien connue de mon pays concernant la politique du Gouvernement sud-africain. Nous sommes contre l'*apartheid*.

180. Dans le débat consacré à cette question, ma délégation a dit quelle était sa position vis-à-vis de cette politique :

“La situation en Afrique du Sud se détériore rapidement en raison de l'application rigide de la politique raciale. La communauté internationale ne doit jamais oublier les profondes souffrances imposées à l'Afrique du Sud par l'*apartheid*. L'exclusion de la population noire de toute participation au pouvoir politique dans son pays de naissance a poussé ce peuple opprimé à la résistance. Cette résistance à l'injustice a provoqué les détentions, les assassinats, les emprisonnements et les restrictions de ses dirigeants. Ce genre de réaction ne peut qu'augmenter le danger et, par conséquent, entraîner un désordre général qui, en lui-même ne pourrait que détruire les dernières chances possibles de la réconciliation nationale pacifique.” [67^e séance, par. 134.]

181. Ma délégation a été bouleversée d'apprendre les tragiques événements qui se sont déroulés dans le pays frère du Lesotho. Nous regrettons profondément et nous condamnons les pertes en vies innocentes et la violation de l'intégrité territoriale d'un Etat voisin.

182. Le Premier Ministre du Royaume du Swaziland a récemment réitéré, au cours d'une déclaration, la position du Gouvernement du Swaziland et sa politique bien connue de bon voisinage. Il a affirmé que le Swaziland poursuivra cette politique et qu'à cette fin il refusera que son territoire serve de base de lancement pour des attaques contre ses voisins, quels qu'ils soient. Il a dit que le Swaziland avait le devoir, conformément à la Charte des Nations Unies, d'accueillir les réfugiés véritables et de leur fournir une assistance humanitaire.

183. Le Swaziland croit en la négociation pacifique conformément aux recommandations de la Charte des Nations Unies. Puisque tel est le cas, il nous serait difficile de reprendre à notre compte des éléments qui reconnaissent le recours à la force comme instrument permettant de réaliser des changements dans notre région.

184. Nous n'appuyons pas le recours à la force, ni par les gouvernements ni par des mouvements. Certains éléments figurant dans les projets de résolution dont nous sommes saisis nous causent des difficultés. Ma délégation considère notamment que le fait de citer nommément certains pays ne contribue pas à recueillir un large appui pour ces projets de résolution.

185. Le Gouvernement du Swaziland, en de nombreuses occasions, a attiré l'attention de la communauté internationale sur le caractère très délicat de notre position géographique, imposé par le colonialisme et l'histoire. Certaines des mesures proposées dans ces projets de résolution imposeraient des difficultés économiques très graves à mon pays. Cette vulnérabilité a été reconnue par des études conduites

par cette organisation, et l'Assemblée comprendra par conséquent que nous nous abstenions sur certains de ces textes et certains paragraphes exigeant des sanctions économiques et un embargo sur le pétrole à l'encontre de l'Afrique du Sud.

186. C'est pourquoi nous voulons que figurent dans le compte rendu nos réserves sur les projets de résolution suivants : dernier alinéa du préambule du projet de résolution A/37/L.17; paragraphes 6, 10, 12 et 16 du dispositif du même texte; et alinéa a du paragraphe 4 du dispositif du projet de résolution A/37/L.19. Nous nous abstiendrons sur les projets de résolution A/37/L.19, L.26 et L.28 pour les raisons que j'ai déjà exposées.

187. Il est important de souligner cependant que ma délégation votera pour la plupart de ces projets de résolution, car leur objectif essentiel est de s'opposer à la politique d'*apartheid* menée par le Gouvernement sud-africain.

188. M. DEL ROSARIO CEBALLOS (République dominicaine) [*interprétation de l'espagnol*] : La République dominicaine déplore et condamne la situation existant en Afrique du Sud et découlant de la pratique de l'*apartheid*. Cette pratique est une violation flagrante des droits de l'homme, selon lesquels la discrimination entre êtres humains ne peut être admise, pour quelque raison que ce soit.

189. La République dominicaine tient à réaffirmer qu'elle s'oppose à la poursuite de cette politique, qui est non seulement contraire aux droits de l'homme, mais aussi à toutes les normes que proclame l'Organisation des Nations Unies, par ses organismes, et qui, dans le cas de la République dominicaine, est également contraire à sa constitution nationale.

190. Ma délégation tient également à condamner les violations flagrantes des principes du droit international commises contre le pays frère du Lesotho.

191. Nous voterons en faveur de ces projets de résolution qui condamnent le régime raciste de l'Afrique du Sud, mais nous avons des réserves sur quelques paragraphes citant sans discrimination certains Etats Membres de l'Organisation.

192. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'anglais*) : Nous venons d'entendre le dernier orateur ayant demandé à expliquer son vote avant le vote. L'Assemblée générale va maintenant prendre une décision sur les différents projets de résolution dont elle est saisie. Le rapport de la Cinquième Commission sur les incidences administratives et financières de ces projets de résolution fait l'objet du document A/37/713.

193. Nous allons voter sur le projet de résolution A/37/L.17 et Add.1, intitulé “Situation en Afrique du Sud”. Un vote séparé a été demandé sur le vingt et unième alinéa du préambule de ce projet de résolution, qui se lit comme suit :

“Vivement préoccupée par les déclarations, la politique et les actes du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, qui ont eu pour effet de soutenir et d'encourager le régime raciste d'Afrique du Sud”.

Un vote séparé a également été demandé sur le paragraphe 4 du dispositif. Puisqu'il n'y a pas d'objection à ces demandes, l'Assemblée générale va d'abord voter sur le vingt et unième alinéa du préambule du projet

de résolution A/37/L.17 et Add.1. Un vote enregistré a été demandé.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour : Afghanistan, Albanie, Algérie, Angola, Antigua-et-Barbuda, Argentine, Bahreïn, Barbade, Bénin, Bhoutan, Bolivie, Brésil, Bulgarie, Burundi, République socialiste soviétique de Biélorussie, Cap-Vert, Tchad, Chine, Congo, Cuba, Chypre, Tchécoslovaquie, Yémen démocratique, Ethiopie, République démocratique allemande, Ghana, Grenade, Guinée, Guyana, Hongrie, Inde, Iran (République islamique d'), Iraq, Jamaïque, Jordanie, Kenya, Koweït, République démocratique populaire lao, Jamahiriya arabe libyenne, Madagascar, Malaisie, Maldives, Mauritanie, Mexique, Mongolie, Mozambique, Nicaragua, Nigéria, Pakistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pologne, Qatar, Roumanie, Sao Tomé-et-Principe, Sierra Leone, Sri Lanka, Suriname, République arabe syrienne, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Ouganda, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Emirats arabes unis, République-Unie de Tanzanie, Vanuatu, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Yougoslavie, Zambie, Zimbabwe.

Votent contre : Australie, Autriche, Belgique, Canada, Costa Rica, Danemark, République dominicaine, Finlande, France, Allemagne, République fédérale d', Islande, Irlande, Italie, Japon, Luxembourg, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Norvège, Portugal, Iles Salomon, Espagne, Suède, Turquie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, République-Unie du Cameroun³, Etats-Unis d'Amérique.

S'abstiennent : Bahamas, Bangladesh, Botswana, Birmanie, République centrafricaine, Colombie, Comores, Equateur, Guinée équatoriale, Fidji, Gabon, Gambie, Grèce, Haïti, Côte d'Ivoire, Lesotho, Malawi, Mali, Maurice, Népal, Niger, Panama, Pérou, Philippines, Rwanda, Arabie saoudite, Sénégal, Singapour, Thaïlande, Haute-Volta, Uruguay.

Par 73 voix contre 26, avec 31 abstentions, le vingt et unième alinéa du préambule du projet de résolution est adopté⁴.

194. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'anglais*) : L'Assemblée générale va maintenant se prononcer sur le paragraphe 4 du dispositif du projet de résolution A/37/L.17 et Add.1. Un vote enregistré a été demandé.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour : Afghanistan, Albanie, Algérie, Angola, Argentine, Bahreïn, Bangladesh, Bénin, Brésil, Bulgarie, République socialiste soviétique de Biélorussie, Cap-Vert, Tchad, Chine, Congo, Cuba, Chypre, Tchécoslovaquie, Yémen démocratique, Equateur, Ethiopie, République démocratique allemande, Ghana, Grenade, Guinée, Guyana, Hongrie, Inde, Iran (République islamique d'), Iraq, Jordanie, Kenya, Koweït, République démocratique populaire lao, Jamahiriya arabe libyenne, Madagascar, Malaisie, Maldives, Mauritanie, Mexique, Mongolie, Mozambique, Nicaragua, Niger, Nigéria, Pakistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pologne, Qatar, Roumanie, Sao Tomé-et-Principe, Sierra Leone, République arabe syrienne, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Ouganda, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union

des Républiques socialistes soviétiques, Emirats arabes unis, République-Unie de Tanzanie, Vanuatu, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Yougoslavie, Zambie, Zimbabwe.

Votent contre : Australie, Autriche, Belgique, Canada, Costa Rica, Danemark, République dominicaine, Finlande, France, Allemagne, République fédérale d', Islande, Irlande, Italie, Japon, Luxembourg, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Norvège, Portugal, Sénégal, Iles Salomon, Espagne, Suède, Turquie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique.

S'abstiennent : Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Bolivie, Birmanie, République centrafricaine, Colombie, Comores, Guinée équatoriale, Fidji, Gabon, Gambie, Grèce, Haïti, Indonésie, Côte d'Ivoire, Jamaïque, Lesotho, Libéria, Malawi, Mali, Maurice, Népal, Panama, Pérou, Philippines, Rwanda, Singapour, Sri Lanka, Suriname, Swaziland, Thaïlande, République-Unie du Cameroun, Haute-Volta, Uruguay, Zaïre.

Par 68 voix contre 26, avec 36 abstentions, le paragraphe 4 du dispositif du projet de résolution est adopté⁵.

195. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'anglais*) : L'Assemblée générale va maintenant prendre une décision sur le projet de résolution A/37/L.17 et Add.1 dans son ensemble. Un vote enregistré a été demandé.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour : Afghanistan, Albanie, Algérie, Angola, Antigua-et-Barbuda, Argentine, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bénin, Bhoutan, Bolivie, Botswana, Brésil, Bulgarie, Birmanie, Burundi, République socialiste soviétique de Biélorussie, Cap-Vert, République centrafricaine, Tchad, Chine, Colombie, Comores, Congo, Costa Rica, Cuba, Chypre, Tchécoslovaquie, Kampuchea démocratique, Yémen démocratique, Djibouti, République dominicaine, Equateur, Egypte, Guinée équatoriale, Ethiopie, Fidji, Gabon, Gambie, République démocratique allemande, Ghana, Grenade, Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Haïti, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Jamaïque, Jordanie, Kenya, Koweït, République démocratique populaire lao, Lesotho, Libéria, Jamahiriya arabe libyenne, Madagascar, Malaisie, Maldives, Mali, Malte, Mauritanie, Maurice, Mexique, Mongolie, Maroc, Mozambique, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Oman, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pérou, Philippines, Pologne, Qatar, Roumanie, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Arabie saoudite, Sénégal, Sierra Leone, Iles Salomon, Somalie, Sri Lanka, Soudan, Suriname, Swaziland, République arabe syrienne, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Ouganda, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Emirats arabes unis, République-Unie du Cameroun, République-Unie de Tanzanie, Haute-Volta, Uruguay, Vanuatu, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Yougoslavie, Zaïre, Zambie, Zimbabwe.

Votent contre : Belgique, Canada, Danemark, France, Allemagne, République fédérale d', Islande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande,

Norvège, Portugal, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique.

S'abstiennent : Australie, Autriche, Finlande, Grèce, Irlande, Côte d'Ivoire, Japon⁶, Malawi, Singapour, Espagne, Suède.

Par 118 voix contre 14, avec 11 abstentions, le projet de résolution dans son ensemble est adopté (résolution 37/69 A)⁷.

196. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'anglais*) : L'Assemblée va maintenant voter sur le projet de résolution A/37/L.18 et Add.1, intitulé "Action internationale concertée pour l'élimination de l'*apartheid*". Un vote enregistré a été demandé.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour : Afghanistan, Albanie, Algérie, Angola, Antigua-et-Barbuda, Argentine, Australie, Autriche, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bénin, Bhoutan, Bolivie, Botswana, Brésil, Bulgarie, Birmanie, Burundi, République socialiste soviétique de Biélorussie, Cap-Vert, République centrafricaine, Tchad, Chili, Chine, Colombie, Comores, Congo, Costa Rica, Cuba, Chypre, Tchécoslovaquie, Kampuchea démocratique, Yémen démocratique, Danemark, Djibouti, République dominicaine, Equateur, Egypte, Guinée équatoriale, Ethiopie, Fidji, Finlande, Gabon, Gambie, République démocratique allemande, Ghana, Grèce, Grenade, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Haïti, Honduras, Hongrie, Islande, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Irlande, Italie, Côte d'Ivoire, Jamaïque, Jordanie, Kenya, Koweït, République démocratique populaire lao, Lesotho, Libéria, Jamahiriya arabe libyenne, Madagascar, Malaisie, Maldives, Mali, Malte, Mauritanie, Maurice, Mexique, Mongolie, Maroc, Mozambique, Népal, Pays-Bas, Nicaragua, Niger, Nigéria, Norvège, Oman, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pérou, Philippines, Pologne, Qatar, Roumanie, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Arabie saoudite, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Iles Salomon, Somalie, Espagne, Sri Lanka, Soudan, Suriname, Swaziland, Suède, République arabe syrienne, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Ouganda, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Emirats arabes unis, République-Unie du Cameroun, République-Unie de Tanzanie, Haute-Volta, Uruguay, Vanuatu, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Yougoslavie, Zaïre, Zambie, Zimbabwe.

Votent contre : Nouvelle-Zélande, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique.

S'abstiennent : Belgique, Canada, France, Allemagne, République fédérale d', Japon, Luxembourg, Malawi, Portugal.

Par 135 voix contre 3, avec 8 abstentions, le projet de résolution est adopté (résolution 37/69 B)⁷.

197. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'anglais*) : Nous passons maintenant au projet de résolution A/37/L.19 et Add.1, intitulé "Sanctions globales et obligatoires contre l'Afrique du Sud". Un vote enregistré séparé a été demandé sur les septième et neuvième alinéas du préambule de ce projet de résolution.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour : Afghanistan, Albanie, Algérie, Angola, Antigua-et-Barbuda, Argentine, Bahamas, Bahreïn, Barbade, Bénin, Bhoutan, Bolivie, Brésil, Bulgarie, République socialiste soviétique de Biélorussie, Cap-Vert, Tchad, Chine, Congo, Cuba, Chypre, Tchécoslovaquie, Yémen démocratique, Equateur, Ethiopie, Gabon, République démocratique allemande, Ghana, Grenade, Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Hongrie, Inde, Iran (République islamique d'), Iraq, Jordanie, Kenya, Koweït, République démocratique populaire lao, Jamahiriya arabe libyenne, Madagascar, Malaisie, Mauritanie, Mexique, Mongolie, Mozambique, Nicaragua, Nigéria, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pérou, Pologne, Qatar, Roumanie, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Sierra Leone, Suriname, République arabe syrienne, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Ouganda, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Emirats arabes unis, République-Unie de Tanzanie, Vanuatu, Venezuela, Viet Nam, Yougoslavie, Zambie, Zimbabwe.

Votent contre : Australie, Autriche, Belgique, Canada, Danemark, Finlande, France, Allemagne, République fédérale d', Islande, Irlande, Italie, Japon, Luxembourg, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Norvège, Portugal, Suède, Turquie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique.

S'abstiennent : Bangladesh, République centrafricaine, Colombie, Comores, Costa Rica, République dominicaine, Guinée équatoriale, Fidji, Gambie, Grèce, Haïti, Indonésie, Côte d'Ivoire, Lesotho, Malawi, Mali, Maurice, Népal, Niger, Philippines, Sénégal, Singapour, Iles Salomon, Espagne, Sri Lanka, Swaziland, Thaïlande, Togo, République-Unie du Cameroun, Haute-Volta, Uruguay, Zaïre.

Par 74 voix contre 21, avec 32 abstentions, les septième et neuvième alinéas du préambule du projet de résolution sont adoptés⁸.

198. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'anglais*) : Un vote enregistré séparé a été demandé sur le paragraphe 6 du dispositif du projet de résolution A/37/L.19 et Add.1.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour : Afghanistan, Albanie, Algérie, Angola, Antigua-et-Barbuda, Argentine, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bénin, Bhoutan, Bolivie, Brésil, Bulgarie, Birmanie, Burundi, République socialiste soviétique de Biélorussie, Cap-Vert, République centrafricaine, Tchad, Chine, Colombie, Comores, Congo, Costa Rica, Cuba, Chypre, Tchécoslovaquie, Kampuchea démocratique, Yémen démocratique, Djibouti, République dominicaine, Equateur, Egypte, Ethiopie, Gabon, République démocratique allemande, Ghana, Grenade, Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Haïti, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Jamaïque, Jordanie, Kenya, Koweït, République démocratique populaire lao, Libéria, Jamahiriya arabe libyenne, Madagascar, Malaisie, Mali, Mauritanie, Mexique, Mongolie, Maroc, Mozambique, Népal, Nicaragua, Nigéria, Oman, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pérou, Philippines, Pologne, Qatar, Roumanie, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Arabie saoudite, Sierra Leone, Somalie, Sri Lanka, Soudan, Suri-

name, République arabe syrienne, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Ouganda, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Emirats arabes unis, République-Unie de Tanzanie, Haute-Volta, Vanuatu, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Yougoslavie, Zambie, Zimbabwe.

Votent contre : Australie, Autriche, Belgique, Canada, Danemark, Finlande, France, Allemagne, République fédérale d', Islande, Irlande, Italie, Japon, Luxembourg, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Norvège, Portugal, Espagne, Suède, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique.

S'abstiennent : Botswana, Guinée équatoriale, Gambie, Grèce, Côte d'Ivoire, Lesotho, Malawi, Niger, Sénégal, Iles Salomon, Swaziland, République-Unie du Cameroun.

Par 103 voix contre 21, avec 12 abstentions, le paragraphe 6 du dispositif du projet de résolution est adopté.

199. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'anglais*) : Je vais maintenant mettre aux voix le projet de résolution A/37/L.19 et Add.1 dans son ensemble. Un vote enregistré a été demandé.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour : Afghanistan, Albanie, Algérie, Angola, Antigua-et-Barbuda, Argentine, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bénin, Bhoutan, Bolivie, Brésil, Bulgarie, Birmanie, Burundi, République socialiste soviétique de Biélorussie, Cap-Vert, République centrafricaine, Tchad, Chine, Colombie, Comores, Congo, Costa Rica, Cuba, Chypre, Tchécoslovaquie, Kampuchea démocratique, Yémen démocratique, Djibouti, République dominicaine, Equateur, Egypte, Guinée équatoriale, Ethiopie, Fidji, Gabon, Gambie, République démocratique allemande, Ghana, Grenade, Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Haïti, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Jamaïque, Jordanie, Kenya, Koweït, République démocratique populaire lao, Libéria, Jamahiriya arabe libyenne, Madagascar, Malaisie, Mali, Malte, Mauritanie, Maurice, Mexique, Mongolie, Maroc, Mozambique, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Oman, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pérou, Philippines, Pologne, Qatar, Roumanie, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Arabie saoudite, Sénégal, Sierra Leone, Iles Salomon, Somalie, Sri Lanka, Soudan, Suriname, République arabe syrienne, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Ouganda, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Emirats arabes unis, République-Unie du Cameroun, République-Unie de Tanzanie, Haute-Volta, Uruguay, Vanuatu, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Yougoslavie, Zaïre, Zambie, Zimbabwe.

Votent contre : Belgique, Canada, France, Allemagne, République fédérale d', Japon, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique.

S'abstiennent : Australie, Autriche, Botswana, Danemark, Finlande, Grèce, Islande, Irlande, Italie, Côte d'Ivoire, Lesotho, Malawi, Maldives, Nouvelle-

Zélande, Norvège, Singapour, Espagne, Swaziland, Suède.

Par 114 voix contre 10, avec 19 abstentions, le projet de résolution dans son ensemble est adopté (résolution 37/69 C)⁷.

200. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'anglais*) : Nous allons maintenant passer au projet de résolution A/37/L.20 et Add.1, intitulé "Collaboration militaire et nucléaire avec l'Afrique du Sud". Un vote enregistré a été demandé sur le septième alinéa du préambule.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour : Afghanistan, Albanie, Algérie, Angola, Antigua-et-Barbuda, Argentine, Bahamas, Bahreïn, Barbade, Bénin, Bhoutan, Bolivie, Botswana, Brésil, Bulgarie, Burundi, République socialiste soviétique de Biélorussie, Cap-Vert, République centrafricaine, Tchad, Chine, Congo, Cuba, Chypre, Tchécoslovaquie, Yémen démocratique, Ethiopie, Gabon, République démocratique allemande, Ghana, Grenade, Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Hongrie, Inde, Iran, (République islamique d'), Iraq, Jamaïque, Jordanie, Kenya, Koweït, République démocratique populaire lao, Jamahiriya arabe libyenne, Madagascar, Malaisie, Maldives, Mauritanie, Mexique, Mongolie, Mozambique, Népal, Nicaragua, Nigéria, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pérou, Pologne, Qatar, Roumanie, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Arabie saoudite, Sri Lanka, Soudan, République arabe syrienne, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Ouganda, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Emirats arabes unis, République-Unie de Tanzanie, Vanuatu, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Yougoslavie, Zambie, Zimbabwe.

Votent contre : Australie, Autriche, Belgique, Canada, Danemark, Finlande, France, Gambie, Allemagne, République fédérale d', Islande, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Norvège, Portugal, Espagne, Suède, Turquie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique.

S'abstiennent : Bangladesh, Chili, Colombie, Comores, Costa Rica, République dominicaine, Equateur, Guinée équatoriale, Fidji, Grèce, Haïti, Honduras, Indonésie, Côte d'Ivoire, Japon, Malawi, Mali, Maurice, Niger, Philippines, Singapour, Iles Salomon, Suriname, Thaïlande, Togo, République-Unie du Cameroun, Haute-Volta, Uruguay, Zaïre.

Par 81 voix contre 22, avec 29 abstentions, le septième alinéa du préambule du projet de résolution est adopté⁹.

201. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'anglais*) : Nous allons maintenant passer au vote sur le projet de résolution A/37/L.20 et Add.1 dans son ensemble. Un vote enregistré a été demandé.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour : Afghanistan, Albanie, Algérie, Angola, Antigua-et-Barbuda, Argentine, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bénin, Bhoutan, Bolivie, Botswana, Brésil, Bulgarie, Birmanie, Burundi, République socialiste soviétique de Biélorussie, Cap-Vert, République centrafricaine, Tchad, Chili,

Chine, Colombie, Comores, Congo, Costa Rica, Cuba, Chypre, Tchécoslovaquie, Kampuchea démocratique, Yémen démocratique, Djibouti, République dominicaine, Equateur, Egypte, Guinée équatoriale, Ethiopie, Fidji, Gabon, Gambie, République démocratique allemande, Ghana, Grenade, Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Haïti, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Jamaïque, Jordanie, Kenya, Koweït, République démocratique populaire lao, Lesotho, Libéria, Jamahiriya arabe libyenne, Madagascar, Malaisie, Maldives, Mali, Malte, Mauritanie, Maurice, Mexique, Mongolie, Maroc, Mozambique, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Oman, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pérou, Philippines, Pologne, Qatar, Roumanie, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Arabie saoudite, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Iles Salomon, Somalie, Sri Lanka, Soudan, Suriname, Swaziland, République arabe syrienne, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Ouganda, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Emirats arabes unis, République-Unie du Cameroun, République-Unie de Tanzanie, Haute-Volta, Uruguay, Vanuatu, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Yougoslavie, Zaïre, Zambie, Zimbabwe.

Votent contre : Belgique, Canada, France, Luxembourg, Nouvelle-Zélande, Portugal, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique.

S'abstiennent : Australie, Autriche, Danemark, Finlande, Allemagne, République fédérale d', Grèce, Islande, Irlande, Italie, Côte d'Ivoire, Japon, Malawi, Pays-Bas, Norvège, Espagne, Suède.

Par 120 voix contre 8, avec 16 abstentions, le projet de résolution dans son ensemble est adopté (résolution 37/69 D)⁷.

202. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'anglais*) : Nous allons maintenant nous prononcer sur le projet de résolution A/37/L.21 et Add.1, intitulé "Programme de travail du Comité spécial contre l'apartheid". Un vote enregistré a été demandé.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour : Afghanistan, Albanie, Algérie, Angola, Antigua-et-Barbuda, Argentine, Australie, Autriche, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Belgique, Bénin, Bhoutan, Bolivie, Botswana, Brésil, Bulgarie, Birmanie, Burundi, République socialiste soviétique de Biélorussie, Canada, Cap-Vert, République centrafricaine, Tchad, Chili, Chine, Colombie, Comores, Congo, Costa Rica, Cuba, Chypre, Tchécoslovaquie, Kampuchea démocratique, Yémen démocratique, Danemark, Djibouti, République dominicaine, Equateur, Egypte, Guinée équatoriale, Ethiopie, Fidji, Finlande, France, Gabon, Gambie, République démocratique allemande, Allemagne, République fédérale d', Ghana, Grèce, Grenade, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Haïti, Honduras, Hongrie, Islande, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Irlande, Italie, Côte d'Ivoire, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kenya, Koweït, République démocratique populaire lao, Lesotho, Libéria, Jamahiriya arabe libyenne, Luxembourg, Madagascar, Malaisie, Maldives, Mali, Malte, Mauritanie, Maurice, Mexique, Mongolie, Maroc, Mozambique, Népal,

Pays-Bas, Nicaragua, Niger, Nigéria, Norvège, Oman, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, Roumanie, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Arabie saoudite, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Iles Salomon, Somalie, Espagne, Sri Lanka, Soudan, Suriname, Swaziland, Suède, République arabe syrienne, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Ouganda, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Emirats arabes unis, République-Unie du Cameroun, République-Unie de Tanzanie, Haute-Volta, Uruguay, Vanuatu, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Yougoslavie, Zaïre, Zambie, Zimbabwe.

Votent contre : Etats-Unis d'Amérique.

S'abstiennent : Malawi, Nouvelle-Zélande, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

Par 142 voix contre une, avec 3 abstentions, le projet de résolution est adopté (résolution 37/69 E)¹⁰.

203. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'anglais*) : Nous allons maintenant nous prononcer sur le projet de résolution A/37/L.22 et Add.1 intitulé "Relations entre Israël et l'Afrique du Sud". Un vote enregistré a été demandé.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour : Afghanistan, Albanie, Algérie, Angola, Antigua-et-Barbuda, Argentine, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bénin, Bhoutan, Bolivie, Botswana, Brésil, Bulgarie, Burundi, République socialiste soviétique de Biélorussie, Cap-Vert, République centrafricaine, Tchad, Chine, Colombie, Comores, Congo, Cuba, Chypre, Tchécoslovaquie, Kampuchea démocratique, Yémen démocratique, Djibouti, République dominicaine, Equateur, Egypte, Ethiopie, Gabon, Gambie, République démocratique allemande, Ghana, Grèce, Grenade, Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Haïti, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Jamaïque, Jordanie, Kenya, Koweït, République démocratique populaire lao, Lesotho, Libéria, Jamahiriya arabe libyenne, Madagascar, Malaisie, Maldives, Mali, Malte, Mauritanie, Maurice, Mexique, Mongolie, Maroc, Mozambique, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Oman, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pérou, Philippines, Pologne, Qatar, Roumanie, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Arabie saoudite, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Espagne, Sri Lanka, Soudan, Suriname, République arabe syrienne, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Ouganda, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Emirats arabes unis, République-Unie du Cameroun, République-Unie de Tanzanie, Haute-Volta, Vanuatu, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Yougoslavie, Zaïre, Zambie, Zimbabwe.

Votent contre : Australie, Autriche, Belgique, Canada, Danemark, Finlande, France, Allemagne, République fédérale d', Islande, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Norvège, Suède, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique.

S'abstiennent : Birmanie, Chili, Fidji, Côte d'Ivoire, Japon, Malawi, Portugal, Singapour, Iles Salomon, Uruguay.

Par 113 voix contre 18, avec 10 abstentions, le projet de résolution est adopté (résolution 37/69 F).

204. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'anglais*) : Nous allons maintenant passer au projet de résolution A/37/L.23 et Add.1, intitulé "L'apartheid dans les sports". Un vote enregistré a été demandé.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour : Afghanistan, Albanie, Algérie, Angola, Antigua-et-Barbuda, Argentine, Australie, Autriche, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Belgique, Bénin, Bhoutan, Bolivie, Botswana, Brésil, Bulgarie, Birmanie, Burundi, République socialiste soviétique de Biélorussie, Canada, Cap-Vert, République centrafricaine, Tchad, Chili, Chine, Colombie, Comores, Congo, Costa Rica, Cuba, Chypre, Tchécoslovaquie, Kampuchea démocratique, Yémen démocratique, Djibouti, République dominicaine, Equateur, Egypte, Guinée équatoriale, Ethiopie, Fidji, Finlande, France, Gabon, Gambie, République démocratique allemande, Ghana, Grèce, Grenade, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Haïti, Honduras, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Irlande, Italie, Côte d'Ivoire, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kenya, Koweït, République démocratique populaire lao, Lesotho, Libéria, Jamahiriya arabe libyenne, Madagascar, Malawi, Malaisie, Maldives, Mali, Malte, Mauritanie, Maurice, Mexique, Mongolie, Maroc, Mozambique, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Norvège, Oman, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, Roumanie, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Arabie saoudite, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Iles Salomon, Somalie, Espagne, Sri Lanka, Soudan, Suriname, Suède, République arabe syrienne, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Ouganda, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Emirats arabes unis, République-Unie du Cameroun, République-Unie de Tanzanie, Haute-Volta, Uruguay, Vanuatu, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Yougoslavie, Zaïre, Zambie, Zimbabwe.

Votent contre : Etats-Unis d'Amérique.

S'abstiennent : Danemark, Allemagne, République fédérale d', Islande, Luxembourg, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

Par 138 voix contre une, avec 7 abstentions, le projet de résolution est adopté (résolution 37/69 G)¹⁰.

205. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'anglais*) : L'Assemblée va maintenant prendre une décision sur le projet de résolution A/37/L.26 et Add.1, intitulé "Investissements en Afrique du Sud". Un vote enregistré a été demandé.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour : Afghanistan, Albanie, Algérie, Angola, Antigua-et-Barbuda, Argentine, Australie, Autriche, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Belgique, Bénin, Bhoutan, Bolivie, Brésil, Bulgarie, Birmanie, Burundi, République socialiste soviétique de Biélorussie, Cap-Vert, République centrafricaine, Tchad, Chili, Chine, Colombie, Comores, Congo, Costa Rica, Cuba, Chypre, Tchécoslovaquie, Kampuchea démocratique, Yémen démocratique, Dane-

mark, Djibouti, République dominicaine, Equateur, Egypte, Guinée équatoriale, Ethiopie, Fidji, Finlande, Gabon, Gambie, République démocratique allemande, Ghana, Grèce, Grenade, Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Haïti, Hongrie, Islande, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Irlande, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kenya, Koweït, République démocratique populaire lao, Lesotho, Libéria, Jamahiriya arabe libyenne, Luxembourg, Madagascar, Malaisie, Maldives, Mali, Malte, Mauritanie, Maurice, Mexique, Mongolie, Maroc, Mozambique, Népal, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Nicaragua, Niger, Nigéria, Norvège, Oman, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, Roumanie, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Arabie saoudite, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Iles Salomon, Somalie, Espagne, Sri Lanka, Soudan, Suriname, Suède, République arabe syrienne, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Ouganda, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Emirats arabes unis, République-Unie du Cameroun, République-Unie de Tanzanie, Haute-Volta, Uruguay, Vanuatu, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Yougoslavie, Zaïre, Zambie, Zimbabwe.

Votent contre : Etats-Unis d'Amérique.

S'abstiennent : Botswana, Canada, France, Allemagne, République fédérale d', Italie, Côte d'Ivoire, Malawi, Swaziland, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

Par 134 voix contre une, avec 9 abstentions, le projet de résolution est adopté (résolution 37/69 H)¹⁰.

206. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'anglais*) : Nous en venons maintenant au projet de résolution A/37/L.27 et Add.1, intitulé "Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'Afrique du Sud". Etant donné qu'aucune demande de vote n'a été présentée, puis-je considérer que l'Assemblée générale décide d'adopter ce projet de résolution ?

Le projet de résolution est adopté (résolution 37/69 I).

207. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'anglais*) : L'Assemblée va maintenant se prononcer sur le projet de résolution A/37/L.28 et Add.1, intitulé "Embargo sur le pétrole à l'encontre de l'Afrique du Sud". Un vote enregistré a été demandé.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour : Afghanistan, Albanie, Algérie, Angola, Antigua-et-Barbuda, Argentine, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bénin, Bhoutan, Bolivie, Brésil, Bulgarie, Birmanie, Burundi, République socialiste soviétique de Biélorussie, Cap-Vert, République centrafricaine, Tchad, Chine, Colombie, Comores, Congo, Costa Rica, Cuba, Chypre, Tchécoslovaquie, Kampuchea démocratique, Yémen démocratique, Danemark, Djibouti, République dominicaine, Equateur, Egypte, Guinée équatoriale, Ethiopie, Fidji, Finlande, Gabon, Gambie, République démocratique allemande, Ghana, Grenade, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Haïti, Hongrie, Islande, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Irlande, Jamaïque, Jordanie, Kenya, Koweït, République démocratique populaire lao, Libéria, Jamahiriya arabe libyenne, Madagascar,

Malaisie, Maldives, Mali, Malte, Mauritanie, Maurice, Mexique, Mongolie, Maroc, Mozambique, Népal, Pays-Bas, Nicaragua, Niger, Nigéria, Norvège, Oman, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pérou, Philippines, Pologne, Qatar, Roumanie, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Arabie saoudite, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Iles Salomon, Somalie, Espagne, Sri Lanka, Soudan, Suriname, Suède, République arabe syrienne, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Ouganda, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Emirats arabes unis, République-Unie du Cameroun, République-Unie de Tanzanie, Haute-Volta, Uruguay, Vanuatu, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Yougoslavie, Zaïre, Zambie, Zimbabwe.

Votent contre : Belgique, France, Allemagne, République fédérale d', Luxembourg, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique.

S'abstiennent : Australie, Autriche, Botswana, Canada, Grèce, Italie, Côte d'Ivoire, Japon, Lesotho, Malawi, Nouvelle-Zélande, Portugal, Swaziland.

Par 125 voix contre 6, avec 13 abstentions, le projet de résolution est adopté. (résolution 37/69 J)¹⁰.

La séance est levée à 13 h 25.

NOTES

¹ *Rapport de la Conférence internationale sur des sanctions contre l'Afrique du Sud, Paris, 20-27 mai 1981 (A/CONF.107/8), par. 200 à 275.*

² Déclaration du Commonwealth concernant l'apartheid dans les sports. Voir *Final Communiqué of the Commonwealth Heads of Government Meeting in London, 8-15 June 1977*, Londres, Secrétariat du Commonwealth, 1977, p. 21 et 22.

³ La délégation de la République-Unie du Cameroun a informé ultérieurement le Secrétariat qu'elle avait eu l'intention de s'abstenir lors du vote sur le vingt et unième alinéa du préambule du projet de résolution.

⁴ La délégation du Samoa a informé ultérieurement le Secrétariat qu'elle avait eu l'intention de s'abstenir lors du vote sur le vingt et unième alinéa du préambule du projet de résolution.

⁵ La délégation du Botswana a informé ultérieurement le Secrétariat qu'elle avait eu l'intention de voter en faveur du paragraphe 4 du dispositif du projet de résolution et la délégation du Samoa qu'elle avait eu l'intention de s'abstenir.

⁶ La délégation du Japon a informé ultérieurement le Secrétariat qu'elle avait eu l'intention de voter contre le projet de résolution.

⁷ Les délégations du Samoa et des Seychelles ont informé ultérieurement le Secrétariat qu'elles avaient eu l'intention de voter en faveur du projet de résolution.

⁸ La délégation du Samoa a informé ultérieurement le Secrétariat qu'elle avait eu l'intention de s'abstenir lors du vote sur les septième et neuvième alinéas du préambule du projet de résolution.

⁹ La délégation du Samoa a informé ultérieurement le Secrétariat qu'elle avait eu l'intention de s'abstenir lors du vote sur le septième alinéa du préambule du projet de résolution.

¹⁰ La délégation du Samoa a informé ultérieurement le Secrétariat qu'elle avait eu l'intention de voter en faveur du projet de résolution.